

Communauté de Communes du  
**Ried de Marckolsheim**  
Le dynamisme d'un territoire



# **Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim**

**Rapport d'Orientations Budgétaires 2013**

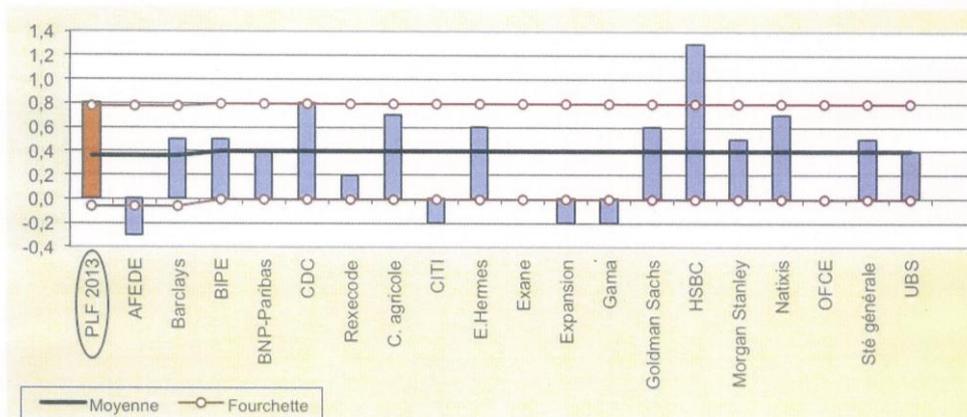
## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL.....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>HYPOTHESES RETENUES .....</b>	<b>6</b>
<b>3.</b>	<b>LES GRANDES MASSES FINANCIERES.....</b>	<b>6</b>
3.1	Les masses budgétaires .....	6
3.2	Soldes financiers .....	6
3.3	Fonds de roulement et résultat prévisionnel.....	6
3.4	Endettement .....	6
<b>4.</b>	<b>LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS.....</b>	<b>7</b>
4.1	Soldes intermédiaires de gestion .....	7
4.2	Epargne brute.....	8
4.3	Effet de ciseau .....	8
<b>5.</b>	<b>LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT.....</b>	<b>10</b>
5.1	Encours de dette et emprunts nouveaux .....	10
5.2	Annuité de la dette.....	10
5.3	Ratio de désendettement.....	11
<b>6.</b>	<b>LA FISCALITE DIRECTE .....</b>	<b>12</b>
6.1	L'évolution des bases.....	12
6.2	Evolution des taux et des produits .....	12
<b>7.</b>	<b>LES DEPENSES.....</b>	<b>17</b>
7.1	Les dépenses de fonctionnement.....	17
7.2	Les dépenses d'investissement .....	20
<b>8.</b>	<b>LES RECETTES .....</b>	<b>21</b>
8.1	Les recettes de fonctionnement .....	21
8.2	Les recettes d'investissement.....	23
<b>9.</b>	<b>LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT .....</b>	<b>24</b>
9.1	- Les dépenses prévues au PPI .....	24
9.2	Les financeurs du PPI .....	24
9.3	Le coût net annuel.....	24
<b>10.</b>	<b>LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT.....</b>	<b>25</b>
<b>11.</b>	<b>LES RATIOS .....</b>	<b>26</b>
<b>12.</b>	<b>LES BUDGETS ANNEXES.....</b>	<b>26</b>
I.	LA PISCINE AQUARIED .....	26
1.	LES GRANDES MASSES FINANCIERES.....	26
1.1	Les masses budgétaires.....	26
1.2	Soldes financiers.....	27
1.3	Fonds de roulement et résultat prévisionnel.....	27
1.4	Endettement.....	27
1.5	Effet de ciseau .....	27
2.	LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT.....	28
2.1	Encours de dette et emprunts nouveaux.....	28
2.2	Annuité de la dette.....	29
3.	VENTES ET PRESTATIONS.....	29
4.	LES DEPENSES .....	30
4.1	Les dépenses de fonctionnement .....	30
4.2	Les dépenses d'investissement .....	32
5.	LES RECETTES.....	33
5.1	Les recettes de fonctionnement .....	33
5.2	Les recettes d'investissement .....	35
II.	LES MEDIATHEQUES.....	35

1.	LES GRANDES MASSES FINANCIERES.....	35
1.1	Les masses budgétaires.....	35
1.2	Soldes financiers.....	35
1.3	Fonds de roulement et résultat prévisionnel.....	35
1.4	Endettement.....	35
1.5	Effet de ciseau .....	36
2.	LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT.....	36
2.1	Encours de dette et emprunts nouveaux.....	36
2.2	Annuité de la dette.....	37
3.	VENTES ET PRESTATIONS.....	38
4.	LES DEPENSES .....	39
4.1	Les dépenses de fonctionnement .....	39
4.2	Les dépenses d'investissement .....	41
5.	LES RECETTES .....	41
5.1	Les recettes de fonctionnement .....	41
5.2	Les recettes d'investissement .....	43
III.	L'ÉCOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE .....	43
1.	LES GRANDES MASSES FINANCIERES.....	43
1.1	Les masses budgétaires.....	43
1.2	Soldes financiers.....	43
1.3	Fonds de roulement et résultat prévisionnel.....	44
1.4	Endettement.....	44
1.5	Effet ciseau .....	44
2.	VENTES ET PRESTATIONS.....	45
3.	LES DEPENSES .....	46
3.1	Les dépenses de fonctionnement .....	46
3.2	Les dépenses d'investissement .....	48
4.	LES RECETTES .....	48
4.1	Les recettes de fonctionnement .....	48
4.2	Les recettes d'investissement .....	50

# 1. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL

La croissance pour l'année 2013 devrait être assez modeste, le PIB attendu se situant en moyenne à hauteur de +0,4 %.

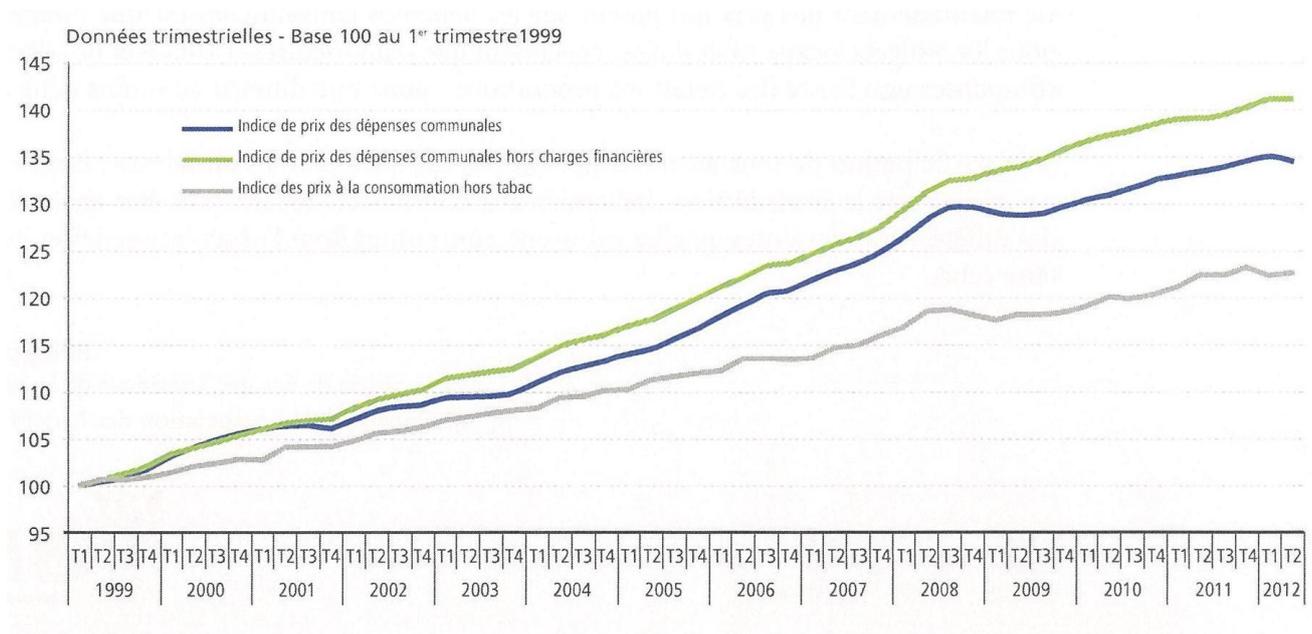


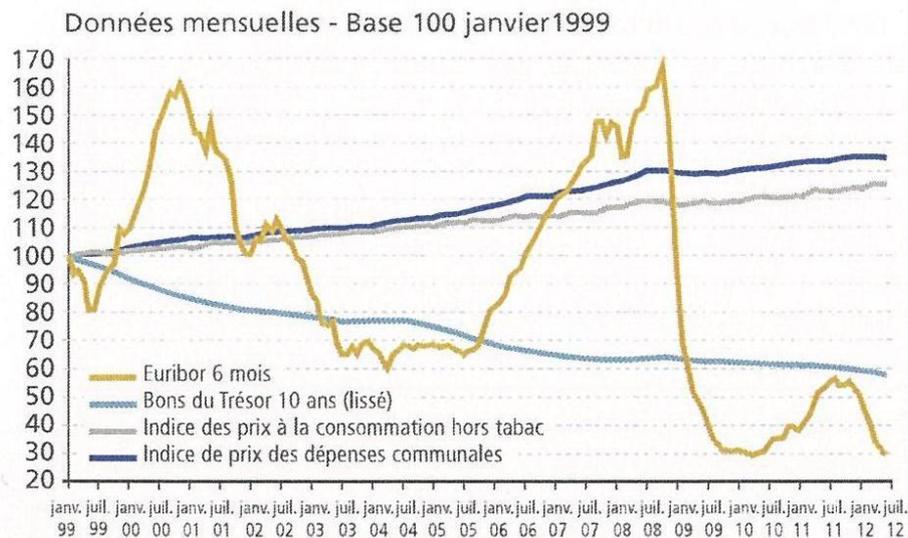
Les prévisions se situent toutefois dans une fourchette assez large de -0,3 à +1,3 %, illustrant ainsi l'importance des incertitudes pesant sur les facteurs de croissance pour 2013, notamment sur l'évolution du commerce extérieur.

L'investissement productif devrait connaître une reprise faiblement perceptible (+0,70%). Cependant, l'ampleur de cette reprise dépendra de l'amélioration du solde du commerce extérieur lié, elle-même, aux fluctuations de l'euro, et de la dissipation des tensions financières.

La consommation des ménages devrait progresser faiblement (+0,3%) sous l'effet notamment d'un léger repli du taux d'épargne des ménages et d'une quasi-stabilisation de l'évolution du pouvoir d'achat. Cette reprise reste néanmoins conditionnée à l'amélioration du marché de l'emploi.

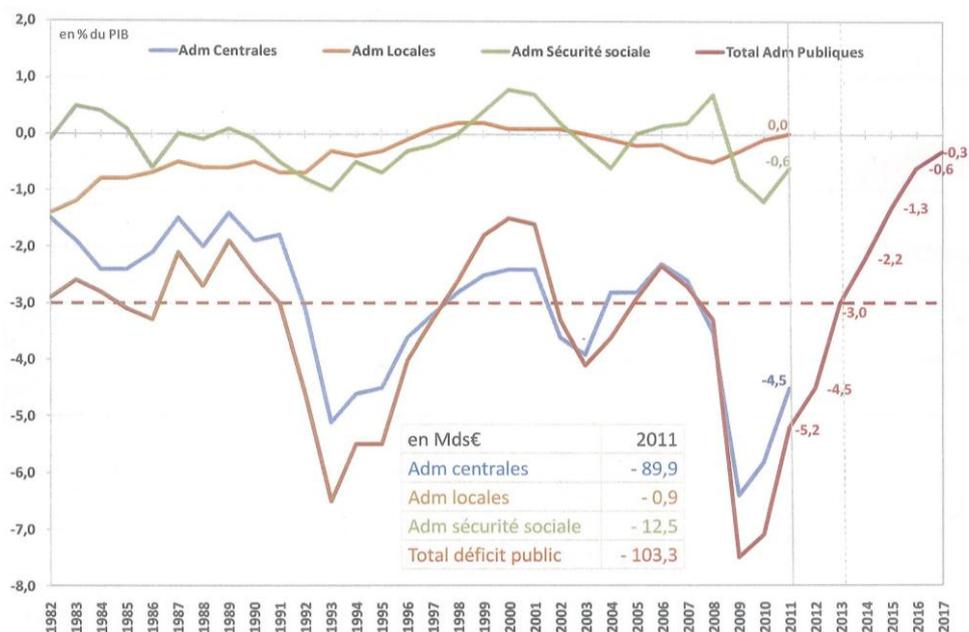
La hausse des prix s'établirait à 1,7% du fait d'un possible repli de l'inflation des biens manufacturés résultant d'un euro élevé. Elle serait toutefois en-deçà de l'évolution de l'indice des prix des dépenses communales qui intéresse plus particulièrement les Collectivités Locales.





Concernant les taux d'intérêt, au regard des prévisions de croissance et d'inflation dans la zone euro, la majorité des opérateurs de marché anticipent de nouvelles baisses des taux directeurs à venir et les taux interbancaires devraient rester faibles en 2013.

La dépense publique devrait progresser de façon limitée et être stabilisée dans le PIB à hauteur de 56,3%. La dette publique atteindrait près de 91,3% du PIB.



A cet effet, l'ensemble des Collectivités publiques sont sollicitées avec le gel en valeur (donc un repli en volume) des concours de l'Etat en 2013.

2013 sera en effet la 3<sup>ème</sup> année consécutive de gel des dotations de l'Etat de l'enveloppe normée pour les Collectivités Territoriales.

La DGF devrait progresser de 119 millions d'€ (+0,3%) pour atteindre 41,5 milliards d'euros. Au sein de cette dotation, il est prévu une diminution des dotations de garantie pour 156,5 € et une minoration de la dotation de compensation de 121,5 €.

Enfin, l'année 2013 devrait voir l'aboutissement de l'Acte 3 de la Décentralisation avec une volonté politique forte de conforter le rôle des Régions et de clarifier certains niveaux de compétences.

## 2. HYPOTHESES RETENUES

Les orientations budgétaires se basent sur les évolutions suivantes :

- Baisse attendue des concours de l'Etat et des autres financeurs (CAF, Conseil Général du Bas-Rhin...);
- Prise en compte de la montée en puissance des mécanismes de péréquation horizontale (montée en charge des montants alloués au FPIC) ;
- Intégration dans la prospective budgétaire de l'incidence de la réforme programmée sur les rythmes scolaires ;
- Gel du point d'indice pour les traitements des agents de la Fonction Publique Territoriale et intégration du nouveau dispositif en matière de complémentaire santé et de prévoyance ;
- Prise en compte sur une année pleine des nouvelles compétences communautaires (éclairage public, médiathèque, contingent incendie, allocation vétérance des sapeurs pompiers...)
- Limitation des subventions allouées par le budget principal aux budgets annexes (piscine, médiathèques, école de musique).

## 3. LES GRANDES MASSES FINANCIERES

### 3.1 Les masses budgétaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Recettes de fonctionnement</b>	6 182 055	6 265 122	6 282 402	6 318 905	6 376 978	6 436 302
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	4 817 139	4 596 627	4 819 818	5 281 809	5 563 199	5 798 970
<i>dont intérêts de la dette</i>	36 639	32 914	30 018	27 675	25 307	22 763
<b>Recettes d'investissement</b>	958 055	1 135 724	936 256	580 397	302 973	282 614
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses d'investissement</b>	4 638 357	4 161 904	2 604 660	1 478 357	1 319 682	1 442 640
<i>dont capital de la dette</i>	147 457	68 149	70 725	73 422	76 247	79 205
<i>dont P.P.I</i>	4 482 465	4 035 320	2 475 500	1 346 500	1 185 000	1 305 000

### 3.2 Soldes financiers

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne de gestion	1 401 555	1 701 409	1 492 602	1 064 771	839 087	660 095
Epargne brute	1 364 916	1 668 495	1 462 584	1 037 096	813 779	637 332
Epargne nette	1 217 459	1 600 346	1 391 859	963 674	737 532	558 127

### 3.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds de roulement en début d'exercice	4 408 873	2 093 487	735 802	529 982	669 118	466 188
Résultat de l'exercice	-2 315 386	-1 357 684	-205 820	139 136	-202 930	-522 694
Fonds de roulement en fin d'exercice	<b>2 093 487</b>	<b>735 802</b>	<b>529 982</b>	<b>669 118</b>	<b>466 188</b>	<b>-56 506</b>

### 3.4 Endettement

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours au 1er janvier	1 019 930	872 473	804 324	733 599	660 176	583 930
Ratio de désendettement	0,7	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9
Emprunt	0	0	0	0	0	0

## 4. LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

### 4.1 Soldes intermédiaires de gestion

**Soldes intermédiaires de gestion** : Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

**Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Montants	1 401 555	1 701 409	1 492 602	1 064 771	839 087	660 095

**Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Montants	1 364 916	1 668 495	1 462 584	1 037 096	813 779	637 332

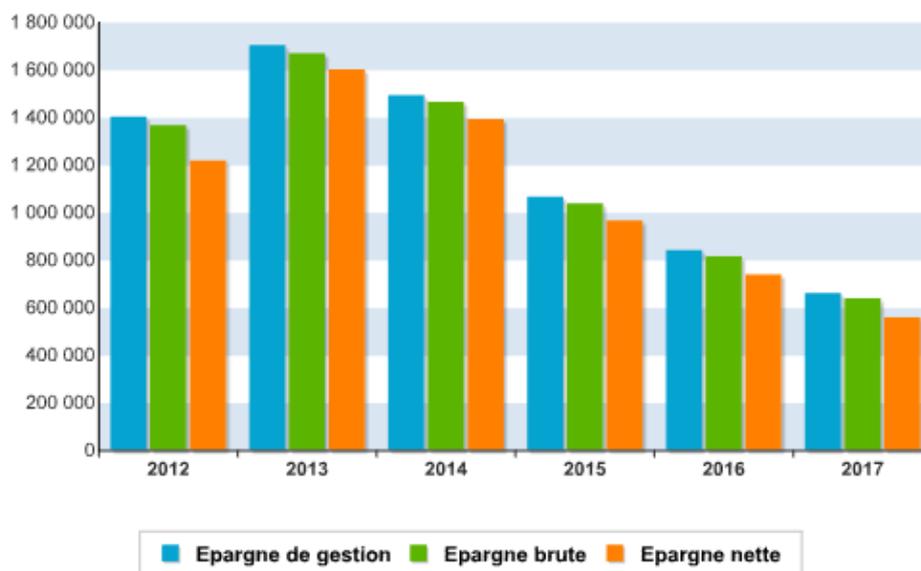
**Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Recettes de fonctionnement</b>	6 182 055	6 265 122	6 282 402	6 318 905	6 376 978	6 436 302
Epargne de gestion	1 401 555	1 701 409	1 492 602	1 064 771	839 087	660 095
Epargne brute	1 364 916	1 668 495	1 462 584	1 037 096	813 779	637 332
<i>Taux d'épargne brute (en %)</i>	22,08 %	26,63 %	23,28 %	16,41 %	12,83 %	9,97 %
Epargne nette	1 217 459	1 600 346	1 391 859	963 674	737 532	558 127

Les épargnes se situent à un niveau satisfaisant jusqu'en 2014. Elles plongent ensuite en raison de la montée en charge des dépenses réelles de fonctionnement dont l'augmentation attendue sur la période de prospective s'établit à 3,9 %, alors que les recettes réelles de fonctionnement progressent de l'ordre de 0,9 % par an.

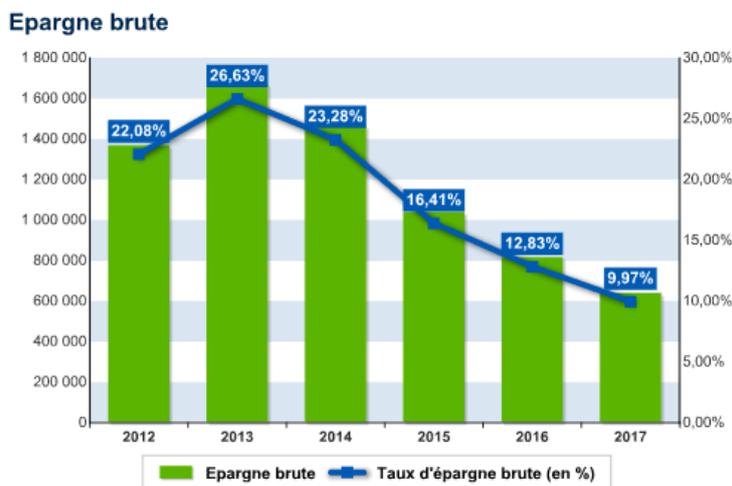
Cette évolution obère la capacité d'investissement de la Collectivité qui passe de 2,7 M€ en 2013 à 0,8 M€ en 2017.

### Epargnes



## 4.2 Epargne brute

**Epargne brute** = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette.



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

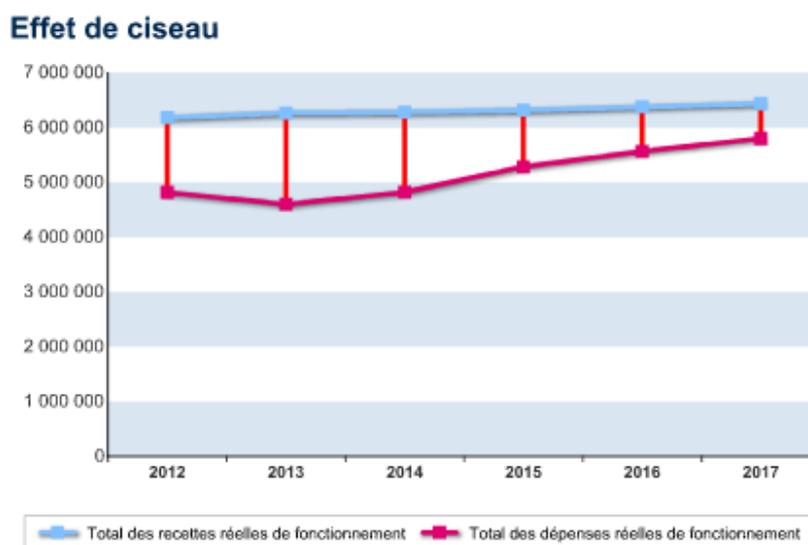
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne brute	1 364 916	1 668 495	1 462 584	1 037 096	813 779	637 332
Taux d'épargne brute (en %)	22,08 %	26,63 %	23,28 %	16,41 %	12,83 %	9,97 %

## 4.3 Effet de ciseau

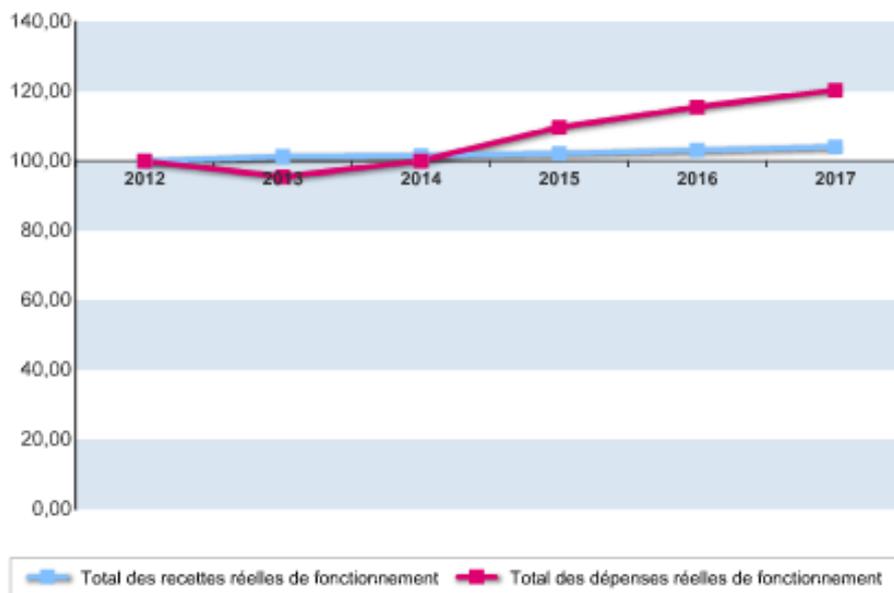
**Effet de ciseau** : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	6 182 055	6 265 122	6 282 402	6 318 905	6 376 978	6 436 302
Evolution n-1	31,97 %	1,34 %	0,28 %	0,58 %	0,92 %	0,93 %
Dépenses de fonctionnement	4 817 139	4 596 627	4 819 818	5 281 809	5 563 199	5 798 970
Evolution n-1	77,62 %	-4,58 %	4,86 %	9,59 %	5,33 %	4,24 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes en base 100.



**Ces graphiques témoignent d'un plus grand dynamisme des dépenses sur la période d'analyse que des recettes de fonctionnement.**

## 5. LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

### 5.1 Encours de dette et emprunts nouveaux

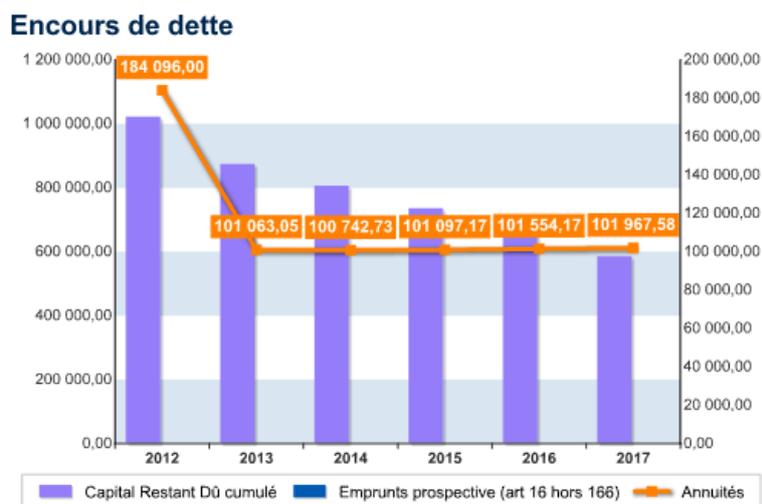
L'encours de la dette évoluerait de **1 019 930 € en 2012** à **583 930 € en 2017** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **184 096 € en 2012** à **101 968 € en 2017** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2012	1 019 930	201,82 %	0
2013	872 473	-14,46 %	0
2014	804 324	-7,81 %	0
2015	733 599	-8,79 %	0
2016	660 176	-10,01 %	0
2017	583 930	-11,55 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette	24,87 %	-42,75 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



### 5.2 Annuité de la dette

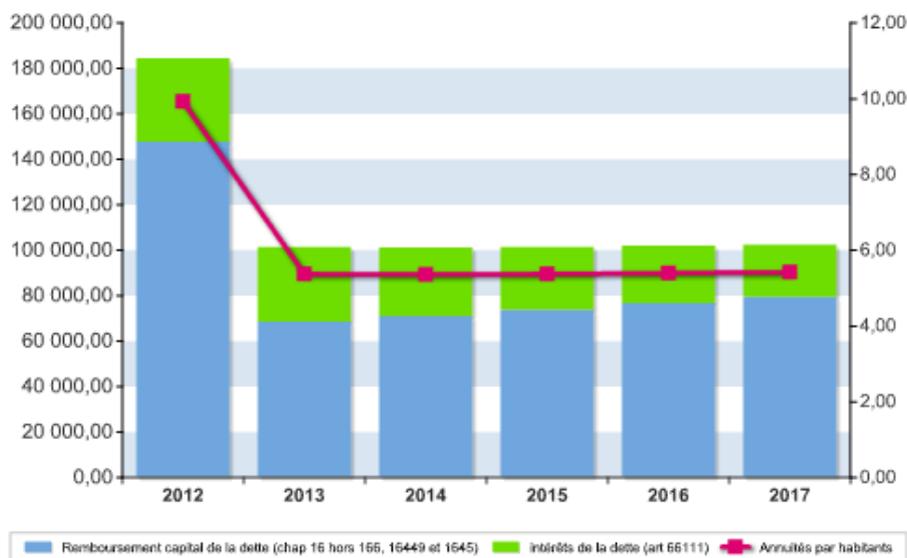
L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Annuités	184 096	101 063	100 743	101 097	101 554	101 968
Evolution n-1 (en %)	46,80 %	-45,10 %	-0,32 %	0,35 %	0,45 %	0,41 %
Capital en euro	147 457	68 149	70 725	73 422	76 247	79 205
Intérêts en euro	36 639	32 914	30 018	27 675	25 307	22 763

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

### Remboursement



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Annuités	10	5	5	5	5	5
Capital	8	4	4	4	4	4
Intérêts	2	2	2	1	1	1

### 5.3 Ratio de désendettement

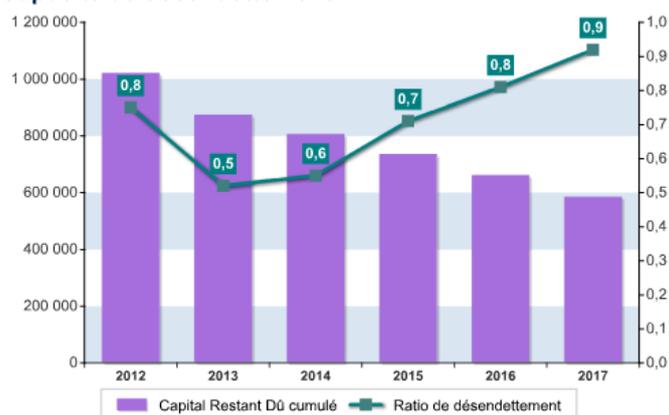
Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 01 janvier de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ratio	0,7	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9

La Collectivité demeure faiblement endettée sur la période et sa solvabilité mesurée par le ratio de désendettement inférieur à 1 an. Le seuil d'alerte se situant traditionnellement à 7 ans.

### Capacité de désendettement



## 6. LA FISCALITE DIRECTE

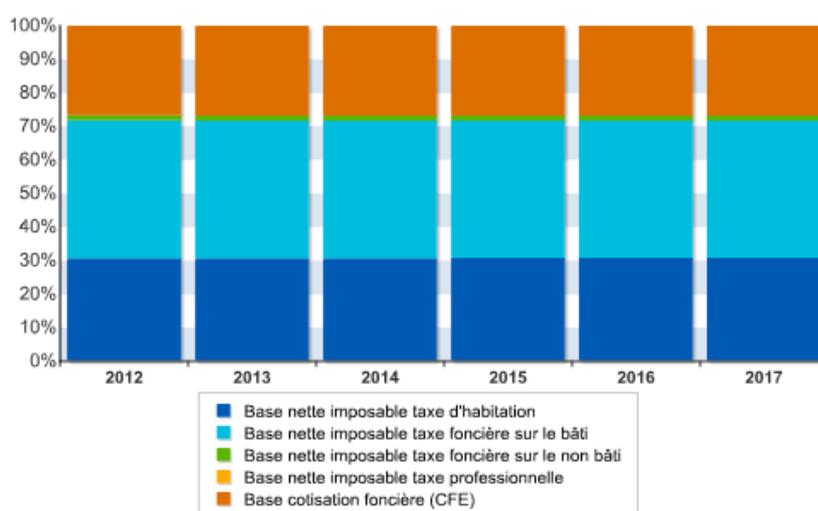
### 6.1 L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Années	Base cotisation foncière	Base taxe d'habitation	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2012	14 714 169	16 636 203	22 465 175	816 225
2013	15 067 784	16 935 655	22 869 548	830 917
2014	15 339 004	17 240 496	23 281 200	845 874
2015	15 615 106	17 671 509	23 700 262	867 020
2016	15 896 178	17 989 596	24 126 866	882 627
2017	16 182 309	18 313 409	24 561 150	898 514

#### Bases



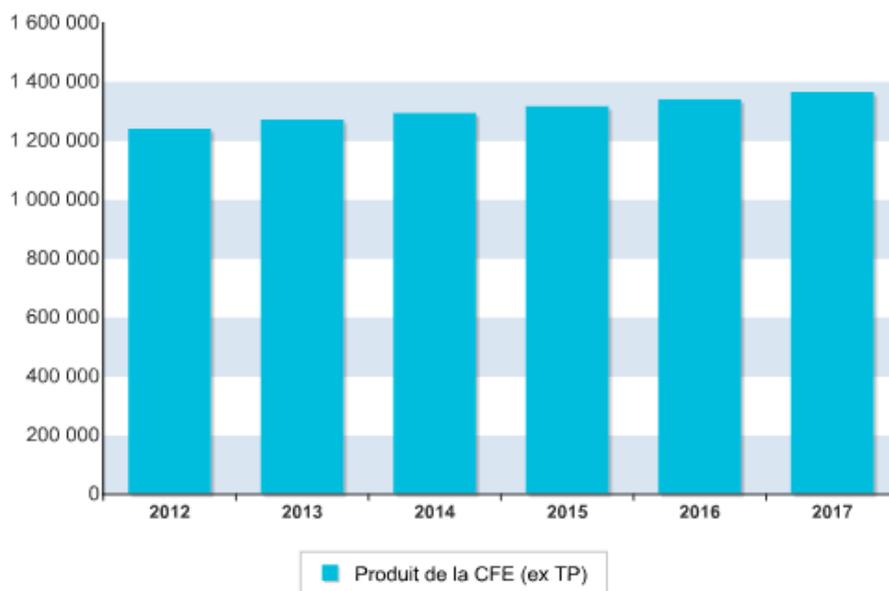
### 6.2 Evolution des taux et des produits

COTISATION FONCIERE :

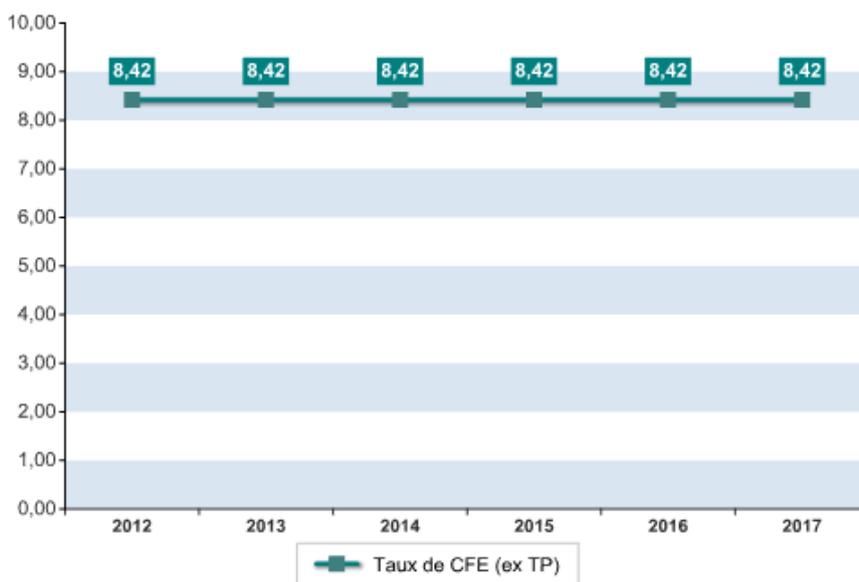
Années	Base cotisation foncière	Evol base CFE	Produit CFE	Evol produit CFE	Taux CFE	Evol taux de CFE
2012	14 714 169	50,37 %	1 238 933	43,23 %	8,42 %	-4,75 %
2013	15 067 784	2,40 %	1 268 707	2,40 %	8,42 %	0,00 %
2014	15 339 004	1,80 %	1 291 544	1,80 %	8,42 %	0,00 %
2015	15 615 106	1,80 %	1 314 792	1,80 %	8,42 %	0,00 %
2016	15 896 178	1,80 %	1 338 458	1,80 %	8,42 %	0,00 %
2017	16 182 309	1,80 %	1 362 550	1,80 %	8,42 %	0,00 %

L'évolution des bases prend en compte la hausse liée à l'inflation prévisionnelle de 1,8% et une hausse physique en 2013 de +0,6 % liée aux investissements réalisés sur le territoire. Il s'agit d'une estimation prudente. Il n'est pas prévu d'agir pour le moment sur les taux.

### Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes



### Représentation graphique de l'évolution du taux de cotisation foncière

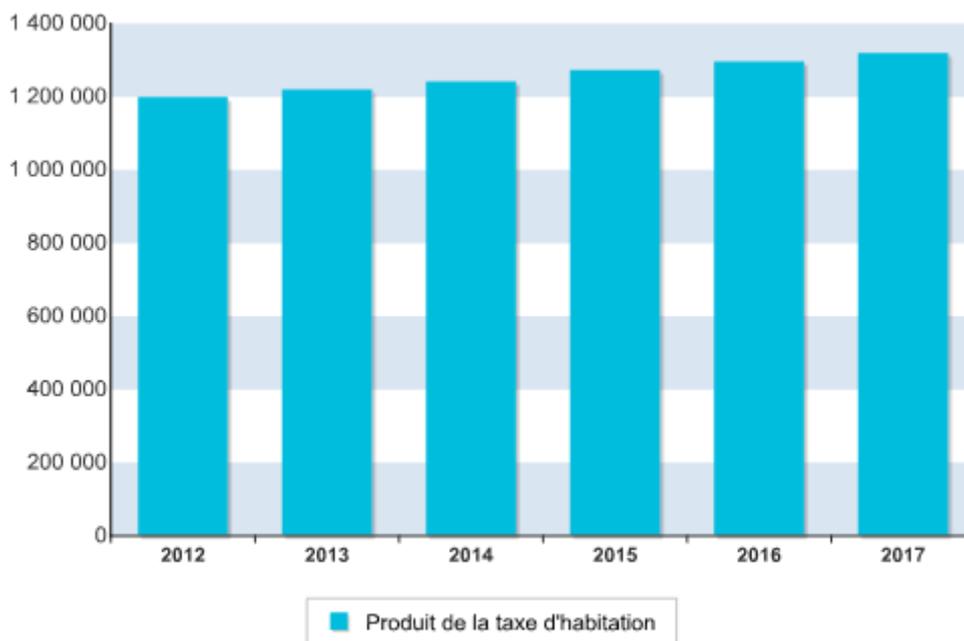


### TAXE D'HABITATION :

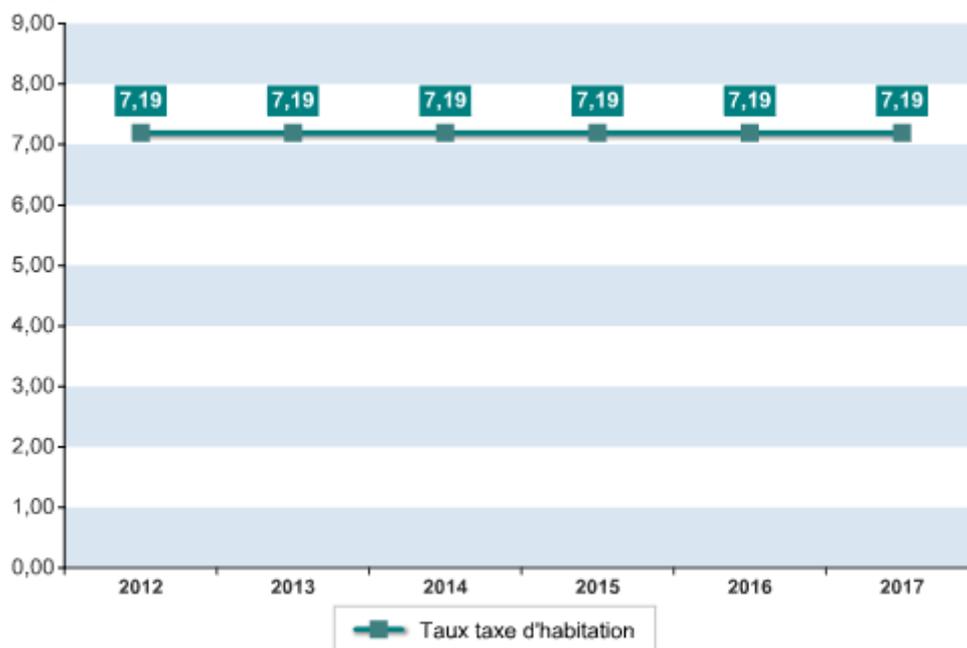
Année	Base nette TH	Evol base nette TH	Produit TH	Evol produit TH	Taux TH	Evol taux de TH
2012	16 636 203	98,66 %	1 196 143	270,05 %	7,19 %	86,27 %
2013	16 935 655	1,80 %	1 217 674	1,80 %	7,19 %	0,00 %
2014	17 240 496	1,80 %	1 239 592	1,80 %	7,19 %	0,00 %
2015	17 671 509	2,50 %	1 270 581	2,50 %	7,19 %	0,00 %
2016	17 989 596	1,80 %	1 293 452	1,80 %	7,19 %	0,00 %
2017	18 313 409	1,80 %	1 316 734	1,80 %	7,19 %	0,00 %

L'évolution des bases prend en compte la hausse liée à l'inflation prévisionnelle de 1,8%. Il s'agit d'une estimation prudente. Il n'est pas prévu d'agir pour le moment sur les taux.

### Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes



### Représentation graphique de l'évolution du taux de taxe d'habitation

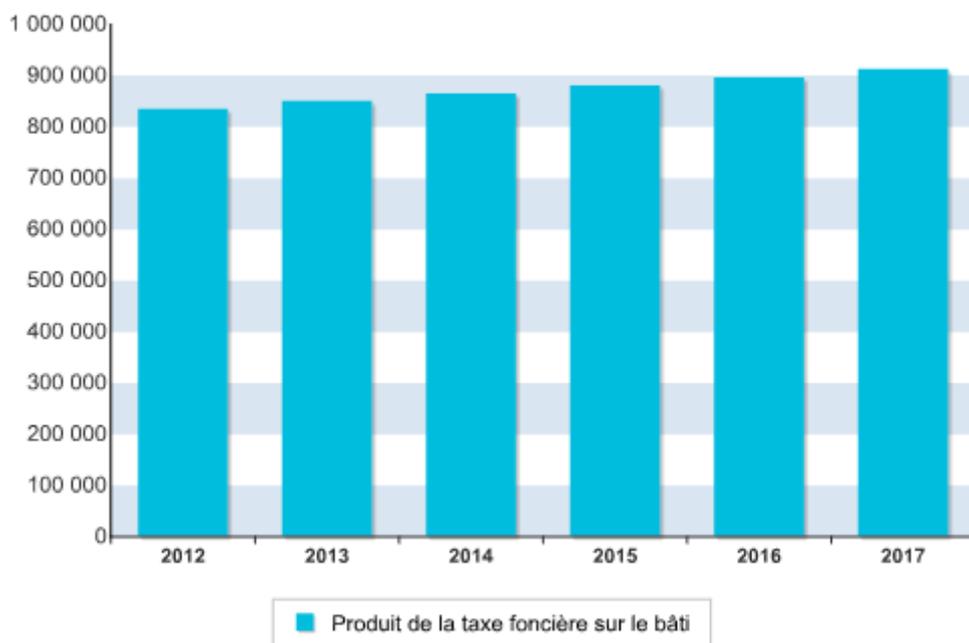


### TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

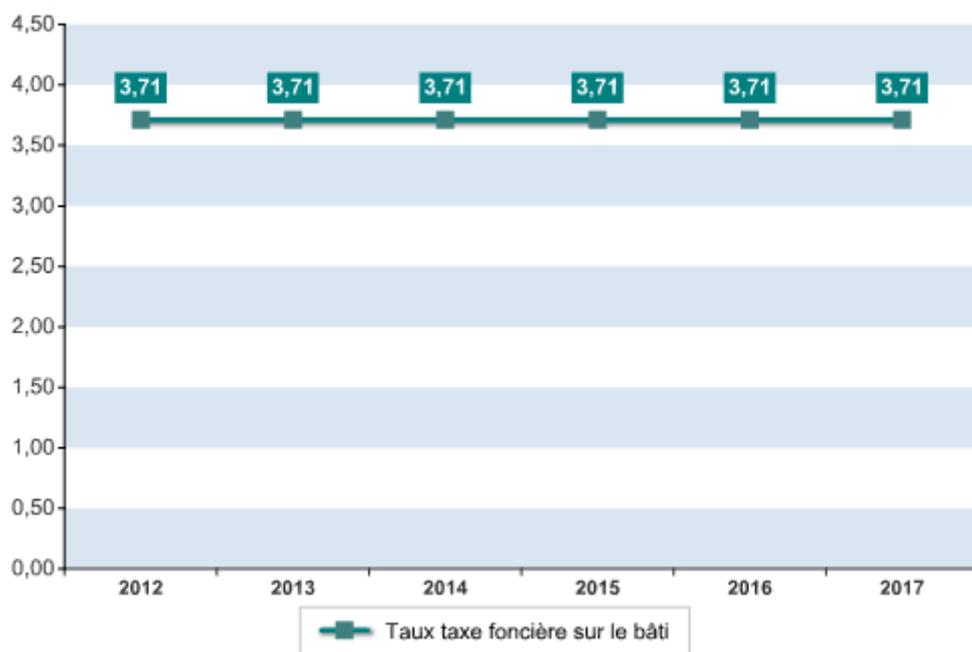
Année	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux de TFB
2012	22 465 175	62,91 %	833 458	67,89 %	3,71 %	3,06 %
2013	22 869 548	1,80 %	848 460	1,80 %	3,71 %	0,00 %
2014	23 281 200	1,80 %	863 733	1,80 %	3,71 %	0,00 %
2015	23 700 262	1,80 %	879 280	1,80 %	3,71 %	0,00 %
2016	24 126 866	1,80 %	895 107	1,80 %	3,71 %	0,00 %
2017	24 561 150	1,80 %	911 219	1,80 %	3,71 %	0,00 %

L'évolution des bases prend en compte la hausse liée à l'inflation prévisionnelle de 1,8%. Il s'agit d'une estimation prudente. Il n'est pas prévu d'agir pour le moment sur les taux.

## Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes



## Représentation graphique de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

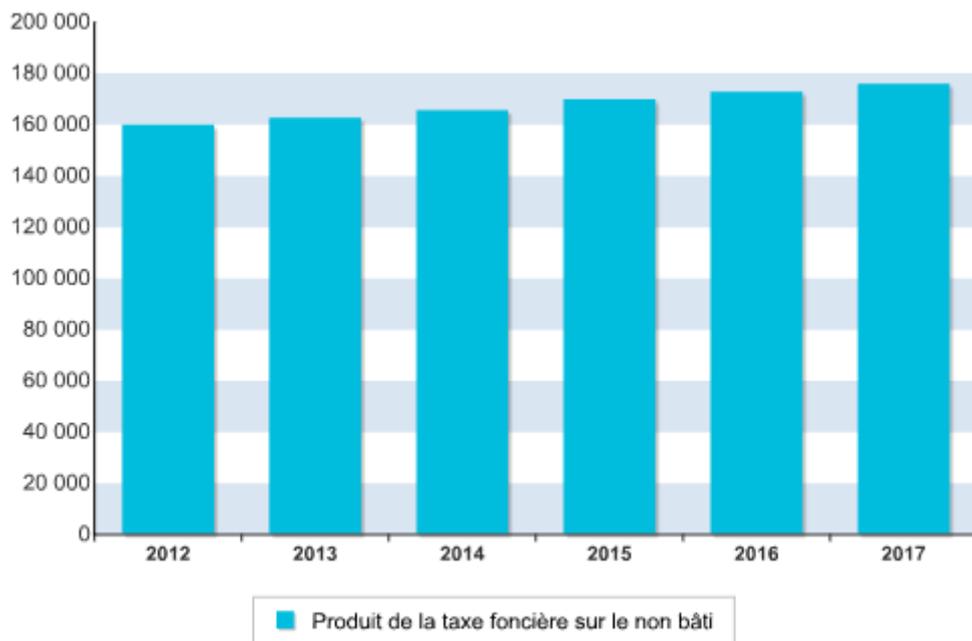


### TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

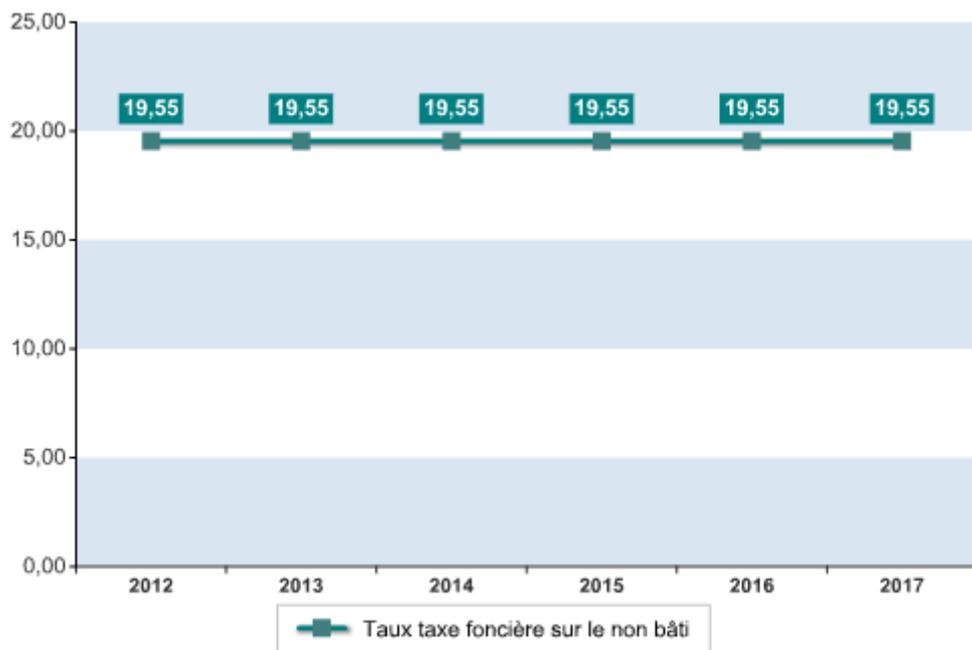
Année	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux de TFNB
2012	816 225	114,74 %	159 572	125,95 %	19,55 %	5,22 %
2013	830 917	1,80 %	162 444	1,80 %	19,55 %	0,00 %
2014	845 874	1,80 %	165 368	1,80 %	19,55 %	0,00 %
2015	867 020	2,50 %	169 502	2,50 %	19,55 %	0,00 %
2016	882 627	1,80 %	172 554	1,80 %	19,55 %	0,00 %
2017	898 514	1,80 %	175 659	1,80 %	19,55 %	0,00 %

L'évolution des bases prend en compte la hausse liée à l'inflation prévisionnelle de 1,8%. Il s'agit d'une estimation prudente. Il n'est pas prévu d'agir pour le moment sur les taux.

#### Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes



#### Représentation graphique de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.



## 7. LES DEPENSES

### 7.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	4 817 139	77,62 %	260
2013	4 596 627	-4,58 %	245
2014	4 819 818	4,86 %	256
2015	5 281 809	9,59 %	281
2016	5 563 199	5,33 %	296
2017	5 798 970	4,24 %	309

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	16.17 %	20.38 %

### Dépenses de fonctionnement



### Les principales dépenses de fonctionnement

**Charges de personnel** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
798 131	840 000	880 000	910 000	952 000	990 000

Les charges de personnel devraient évoluer de 5% en 2013, puis se stabiliser à un rythme annuel de 4% pour les années suivantes. Il s'agit d'un seuil d'augmentation incompressible en 2013 car lié à la mise en place de la complémentaire santé et de la prévoyance pour les agents intercommunaux et à la hausse des cotisations retraite qui représente 2% de la hausse.

**Charges à caractère général** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
786 181	850 000	830 000	825 000	835 000	850 000

On observe une forte hausse entre 2013 et 2012 de plus de 8% lié à l'application sur une année pleine de certaines compétences transférées à la Communauté de Communes l'an passé, par exemple l'éclairage public, dont l'incidence est estimée à 85 000 €. Ces dépenses sont amenées à diminuer et à se stabiliser par la suite grâce aux économies d'échelle réalisées dans le fonctionnement quotidien des sièges administratifs et techniques.

**Atténuation de produits :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2012	2013	2014	2015	2016	2017
30 641	107 000	170 000	231 000	325 000	325 000

**Ces dépenses intègrent l'évolution attendue au titre du FPIC.**

**Contingents et participations obligatoires :** Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
851 713	851 713	880 000	900 000	915 000	935 000

**L'évolution est liée aux contingents incendie versés au SDIS et à la contribution eaux pluviales.**

**Subventions :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
789 241	860 000	971 800	1 098 134	1 240 891	1 402 207

Les montants évoluent sous l'incidence de la montée en charge des subventions versées aux délégataires des structures périscolaires (intégration en année pleine du périscolaire d'Heidolsheim, puis de Sundhouse et Hilsenheim). Sont aussi budgétés à ce niveau l'aide versée pour le RAI. Elles augmentent de 9% entre 2013 et 2012 puis de 14% en 2014 pour atteindre 1,4 M€ en 2017. Une provision de 200 000 € est budgétée à partir de 2015 pour pourvoir à la réforme des rythmes scolaires.

**Intérêts de la dette :** Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE sont compris.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
36 639	32 914	30 018	27 675	25 307	22 763

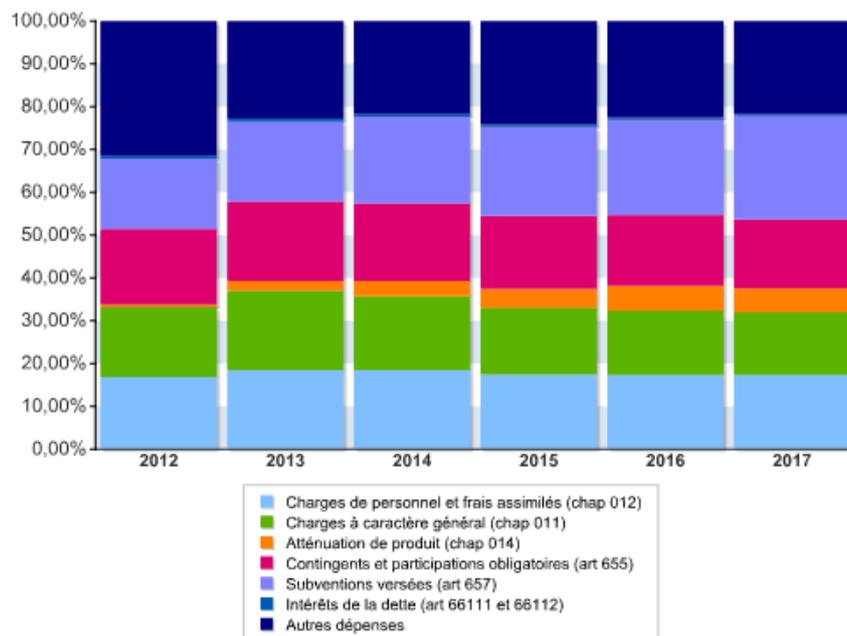
**Les charges financières demeurent stables.**

**Autres dépenses :** Elles comprennent les autres charges de gestion courante (autres articles du chapitre 65, les dépenses diverses, les charges exceptionnelles, les charges induites des investissements, ...)

2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 524 593	1 055 000	1 058 000	1 290 000	1 270 000	1 274 000

Ces dépenses englobent principalement les subventions pour les budgets annexes qui représentent 875 000 € chaque année.

### Répartition des dépenses de fonctionnement

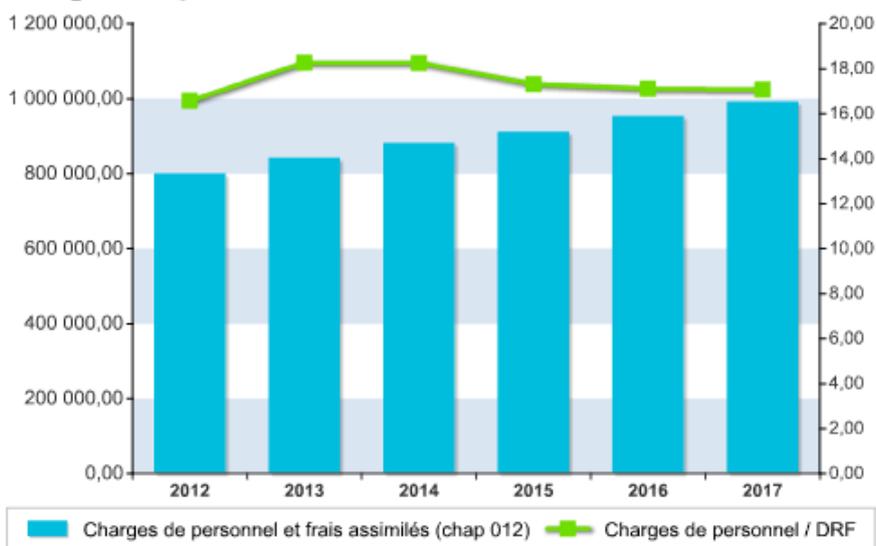


### Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2012	2013	2014	2015	2016	2017
16,57	18,27	18,26	17,31	17,11	17,07

### Charges de personnel

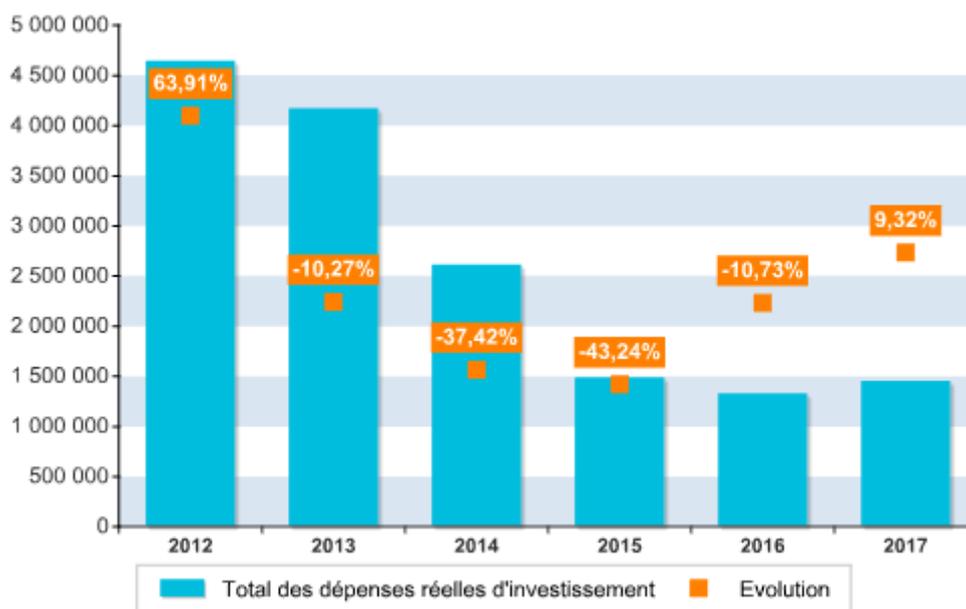


## 7.2 Les dépenses d'investissement

### Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	4 638 357	63.91 %	250
2013	4 161 904	-10.27 %	221
2014	2 604 660	-37.42 %	139
2015	1 478 357	-43.24 %	79
2016	1 319 682	-10.73 %	70
2017	1 442 640	9.32 %	77

### Dépenses d'investissement

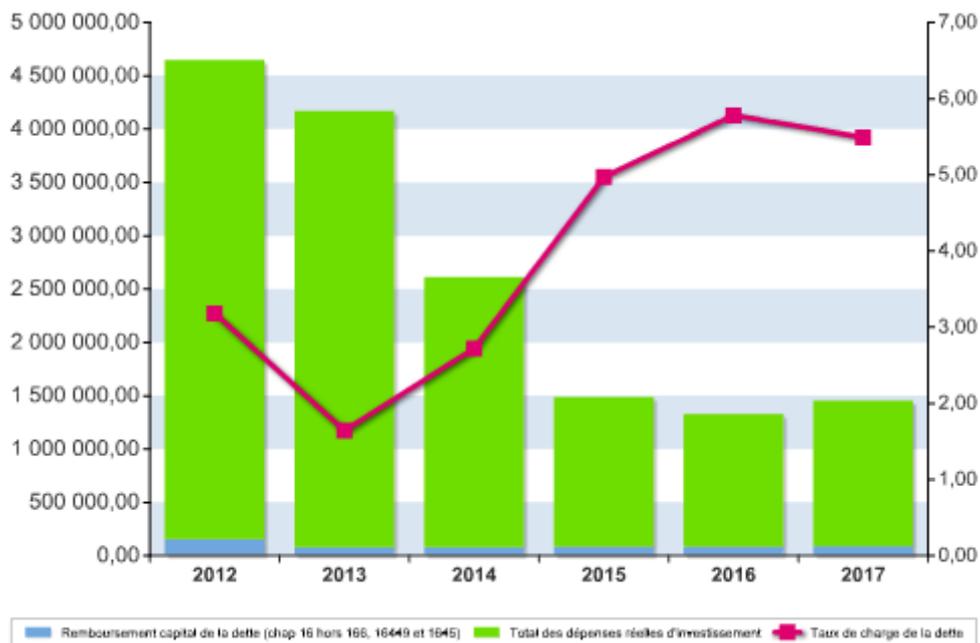


### Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette.

Année	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2012	4 638 357	147 457	3.18 %
2013	4 161 904	68 149	1.64 %
2014	2 604 660	70 725	2.72 %
2015	1 478 357	73 422	4.97 %
2016	1 319 682	76 247	5.78 %
2017	1 442 640	79 205	5.49 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



## 8. LES RECETTES

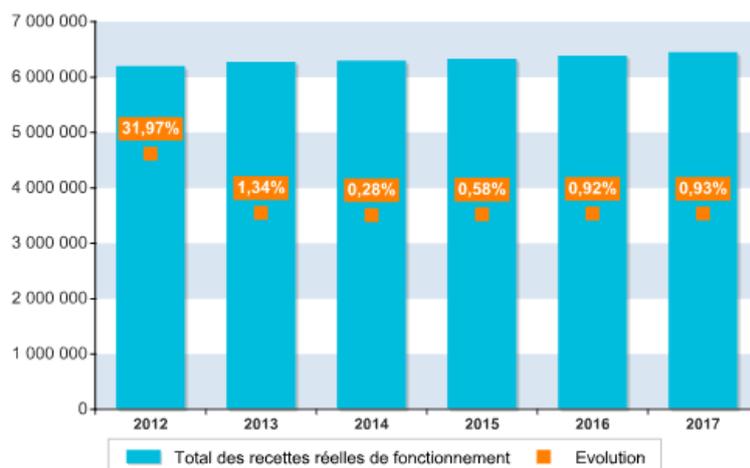
### 8.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	6 182 055	31.97 %	333
2013	6 265 122	1.34 %	333
2014	6 282 402	0.28 %	334
2015	6 318 905	0.58 %	336
2016	6 376 978	0.92 %	339
2017	6 436 302	0.93 %	342

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	6.00 %	4.11 %

### Recettes de fonctionnement



## Les principales recettes de fonctionnement

**Produits de la fiscalité directe** : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit).

2012	2013	2014	2015	2016	2017
3 428 106	3 497 286	3 560 237	3 634 156	3 699 570	3 766 163

**Les produits de la fiscalité découlent de la seule variation des bases.**

**Produits de la fiscalité reversée** : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 064 970	1 069 284	1 064 284	1 064 284	1 064 284	1 064 284

**Dotations** : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

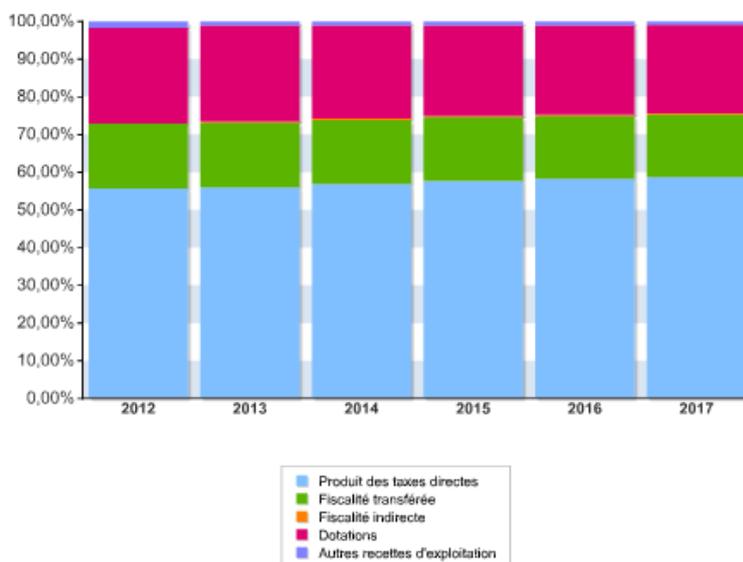
2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 569 867	1 619 372	1 581 881	1 544 465	1 537 124	1 529 855

**La prospective est établie sur une baisse de l'ordre de 1% par an de la DGF. Les compensations liées à la suppression de la taxe professionnelle devraient rester stables.**

**Autres recettes** : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
119 112	79 181	76 000	76 000	76 000	76 000

## Répartition des recettes de fonctionnement



## 8.2 Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15.482%.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
0	679 267	543 468	479 245	203 821	183 462

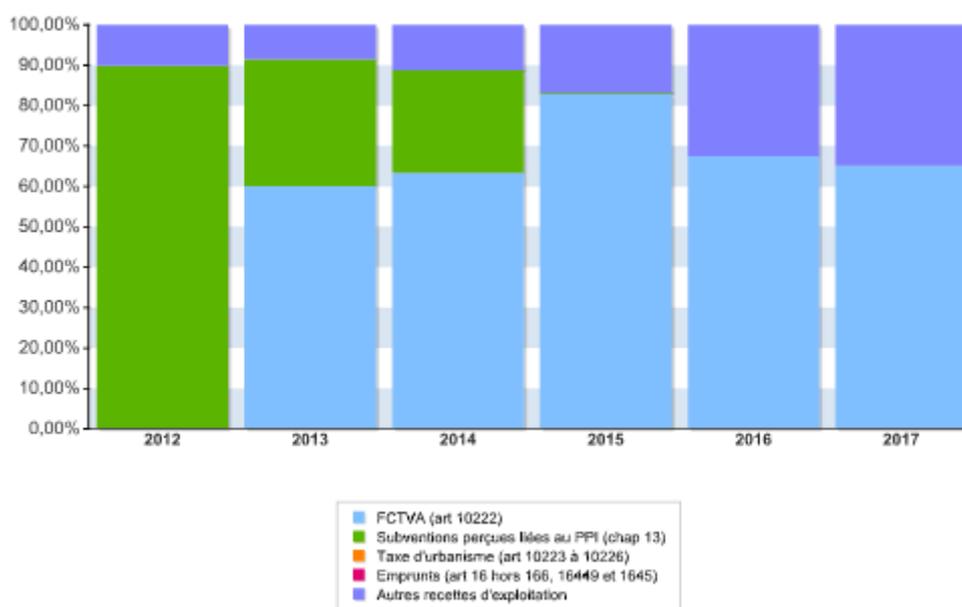
**Subventions perçues** : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2012	2013	2014	2015	2016	2017
858 903	357 305	217 000	2 000	0	0

**Recettes diverses** : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
99 152	99 152	99 152	99 152	99 152	99 152

### Répartition des recettes d'investissement



## 9. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

### 9.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
166 Périscolaire Marckolsheim	-	-	-	-	25 000	645 000	670 000
139 Halte garderie	12 751	0	0	0	-	-	12 751
135 Communication	2 261	0	0	0	-	-	2 261
166 Periscolaire 2012	929 525	0	0	0	-	-	929 525
148 Acquisitions services	0	263 000	110 000	110 000	-	-	483 000
134 Fonds de concours	0	220 000	0	0	-	-	220 000
134 Fonds de concours Marckolsheim	0	750 000	500 000	0	500 000	-	1 750 000
168 Aire de camping Sundhouse	0	40 000	-	-	-	-	40 000
EHPAD Marckolsheim	0	40 000	-	-	-	-	40 000
142 Environnement	66 127	138 000	40 000	562 000	-	-	806 127
134 Fond de concours salle Sundhouse	-	-	500 000	0	-	-	500 000
166 Périscolaire Heidolsheim	0	295 000	-	-	-	-	295 000
168 Economie	80 621	11 063	0	0	-	-	91 684
134 Administration générale	73 511	255 785	0	0	-	-	329 296
142 Diagnostic énergétique bâtiments	0	15 000	-	-	-	-	15 000
167 Pistes cyclables	468 024	120 000	0	0	-	-	588 024
148 Eclairage public	75 027	0	-	-	-	-	75 027
Voirie	2 774 618	728 000	636 000	600 000	600 000	600 000	5 938 618
166 Mobilier périscolaire	0	86 399	9 500	9 500	0	0	105 399
166 périscolaire Hilsenheim	-	523 073	620 000	5 000	-	-	1 148 073
133 Amélioration et renforcement éclairage public	0	550 000	60 000	60 000	60 000	60 000	790 000
<b>Total</b>	<b>4 482 465</b>	<b>4 035 320</b>	<b>2 475 500</b>	<b>1 346 500</b>	<b>1 185 000</b>	<b>1 305 000</b>	<b>14 829 785</b>

### 9.2 Les financeurs du PPI

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
Département	785 654	212 080	95 000	0	0	0	1 092 734
CAF	0	120 000	122 000	2 000	0	0	244 000
divers	39 921	12 275	0	0	0	0	52 196
Etat	6 648	0	0	0	-	-	6 648
Région	26 680	12 950	0	0	-	-	39 630
<b>Total</b>	<b>858 903</b>	<b>357 305</b>	<b>217 000</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 435 208</b>

### 9.3 Le coût net annuel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
Programmes (a)	4 482 465	4 035 320	2 475 500	1 346 500	1 185 000	1 305 000	14 829 785
Financeurs (b)	858 903	357 305	217 000	2 000	0	0	1 435 208
<b>Total (a-b)</b>	<b>3 623 562</b>	<b>3 678 015</b>	<b>2 258 500</b>	<b>1 344 500</b>	<b>1 185 000</b>	<b>1 305 000</b>	<b>13 394 577</b>

## 10. LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

### Rappel des investissements prévus au PPI

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
Programmes (a)	4 482 465	4 035 320	2 475 500	1 346 500	1 185 000	1 305 000	14 829 785

### L'épargne de la collectivité

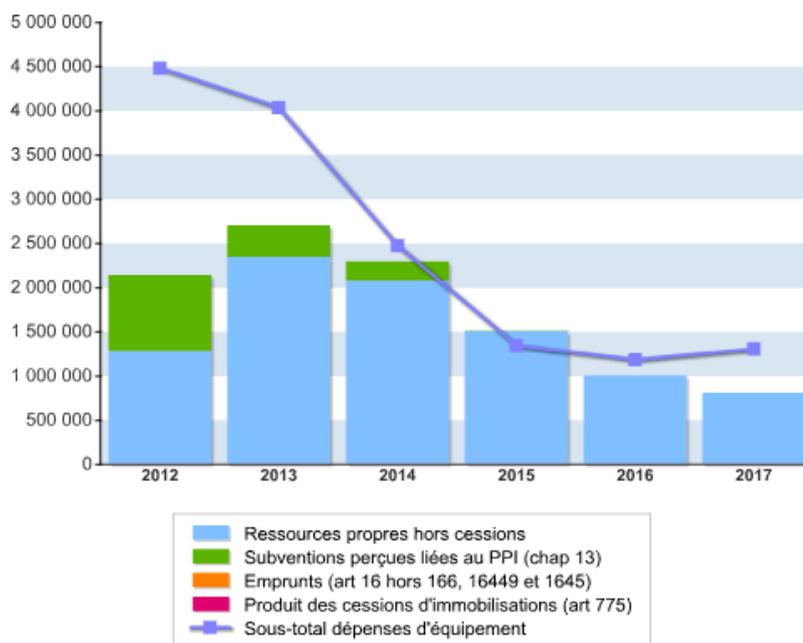
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne brute	1 364 916	1 668 495	1 462 584	1 037 096	813 779	637 332
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	147 457	68 149	70 725	73 422	76 247	79 205
Epargne nette	1 217 459	1 600 346	1 391 859	963 674	737 532	558 127

### Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne nette (a)	1 217 459	1 600 346	1 391 859	963 674	737 532	558 127
FCTVA (b)	0	679 267	620 104	479 245	203 821	183 462
Autres recettes (c)	99 152	99 152	99 152	99 152	99 152	99 152
Produit de cessions (d)	0	0	0	0	0	0
<b>Ressources financières propres e = (a+b+c+d)</b>	1 316 611	2 378 766	2 111 115	1 542 071	1 040 505	840 741
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	858 903	357 305	217 000	2 000	0	0
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	0	0	0	0
<b>Financement total h = (e+f+g)</b>	2 175 514	2 736 071	2 328 115	1 544 071	1 040 505	840 741
Résultat de l'exercice	-2 315 386	-1 357 684	-205 820	139 136	-202 930	-522 694

### Répartition du financement de l'investissement



## 11. LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ratio 1	260	245	256	281	296	309
Ratio 2	185	186	189	193	197	200
Ratio 3	333	333	334	336	339	342
Ratio 4	242	203	132	72	63	69
Ratio 5	55	46	43	39	35	31
Ratio 6	41	40	39	39	39	38
Ratio 7	16,57 %	18,27 %	18,26 %	17,31 %	17,11 %	17,07 %
Ratio 8	27,30 %	27,31 %	27,31 %	27,32 %	27,32 %	27,32 %
Ratio 9	80,31 %	74,46 %	77,85 %	84,75 %	88,43 %	91,33 %
Ratio 10	72,51 %	60,90 %	39,40 %	21,31 %	18,58 %	20,28 %
Ratio 11	16,50 %	13,93 %	12,80 %	11,61 %	10,35 %	9,07 %

**Ratio 1** = Dépenses réelles de fonctionnement/population

**Ratio 2** = Produits des impositions directes/population

**Ratio 3** = Recettes réelles de fonctionnement/population

**Ratio 4** = Dépenses d'équipement brut/population

**Ratio 5** = Encours de la dette/population

**Ratio 6** = Dotation globale de fonctionnement/population

**Ratio 7** = Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement

**Ratio 8** = Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal

**Ratio 9** = Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 10** = Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 11** = Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement

## 12. LES BUDGETS ANNEXES

Pour la partie annexe, il est proposé d'analyser que les budgets impactant directement le budget principal par le biais de versement de subvention d'équilibre à savoir les budgets piscine, médiathèques et école de musique.

Les autres budgets PAIM, Zone Intercommunale de Sundhouse, Gendarmerie de Marckolsheim et REOM s'équilibrant d'eux-mêmes

### I. LA PISCINE AQUARIED

#### 1. LES GRANDES MASSES FINANCIERES

##### 1.1 Les masses budgétaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Recettes de fonctionnement</b>	498 714	619 125	637 125	658 125	682 125	710 125
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	608 799	616 913	634 778	655 905	680 376	708 421
<i>dont intérêts de la dette</i>	3 890	3 072	1 181	0	0	0
<b>Recettes d'investissement</b>	2 753	16 001	6 142	0	0	0
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses d'investissement</b>	154 171	90 486	50 816	0	0	0
<i>dont capital de la dette</i>	50 816	50 816	50 816	0	0	0
<i>dont P.P.I</i>	103 355	39 670	0	0	0	0

## 1.2 Soldes financiers

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne de gestion	-106 195	5 283	3 528	2 220	1 749	1 704
Epargne brute	-110 085	2 211	2 346	2 220	1 749	1 704
Epargne nette	-160 901	-48 605	-48 470	2 220	1 749	1 704

## 1.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds de roulement en début d'exercice	265 573	4 070	-68 204	-110 532	-108 312	-106 563
Résultat de l'exercice	-261 503	-72 274	-42 328	2 220	1 749	1 704
Fonds de roulement en fin d'exercice	4 070	-68 204	-110 532	-108 312	-106 563	-104 860

## 1.4 Endettement

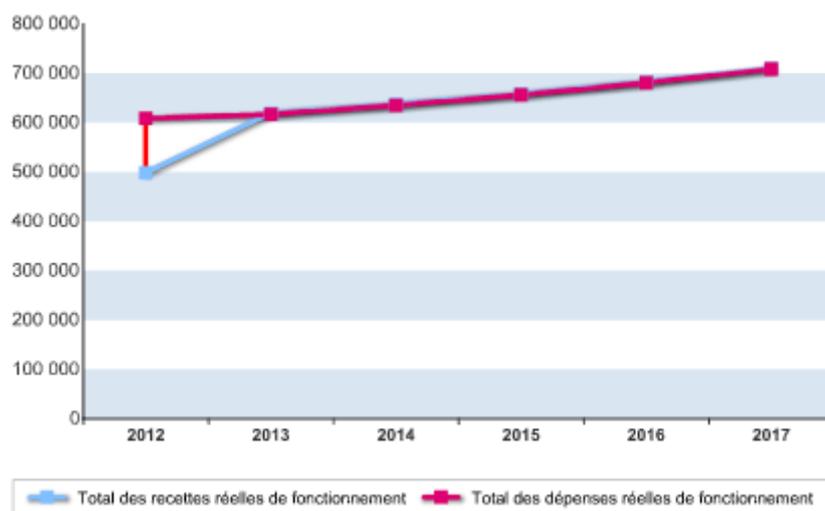
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours au 1er janvier	152 449	101 633	50 816	0	0	0
Ratio de désendettement	-1,4	46,0	21,7	0,0	0,0	0,0
Emprunt	0	0	0	0	0	0

## 1.5 Effet de ciseau

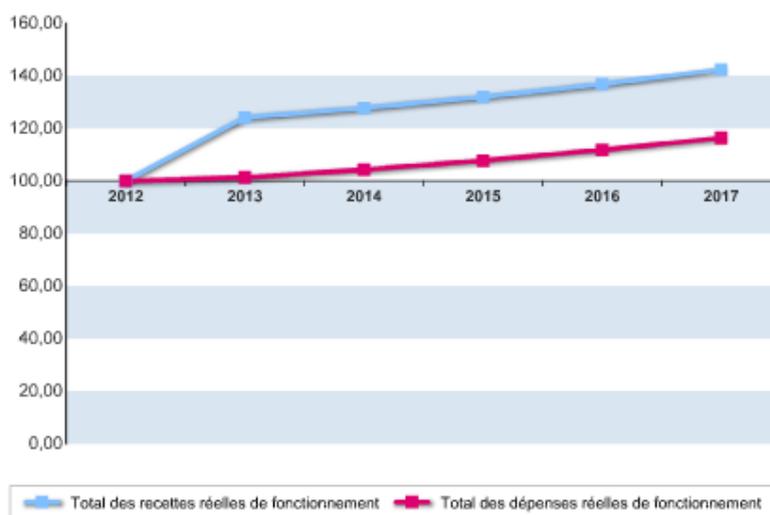
**Effet de ciseau** : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	498 714	619 125	637 125	658 125	682 125	710 125
<i>Evolution n-1</i>	-20,84 %	24,14 %	2,91 %	3,30 %	3,65 %	4,10 %
Dépenses de fonctionnement	608 799	616 913	634 778	655 905	680 376	708 421
<i>Evolution n-1</i>	5,90 %	1,33 %	2,90 %	3,33 %	3,73 %	4,12 %

### Effet de ciseau



Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes en base 100.



## 2. LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

### 2.1 Encours de dette et emprunts nouveaux

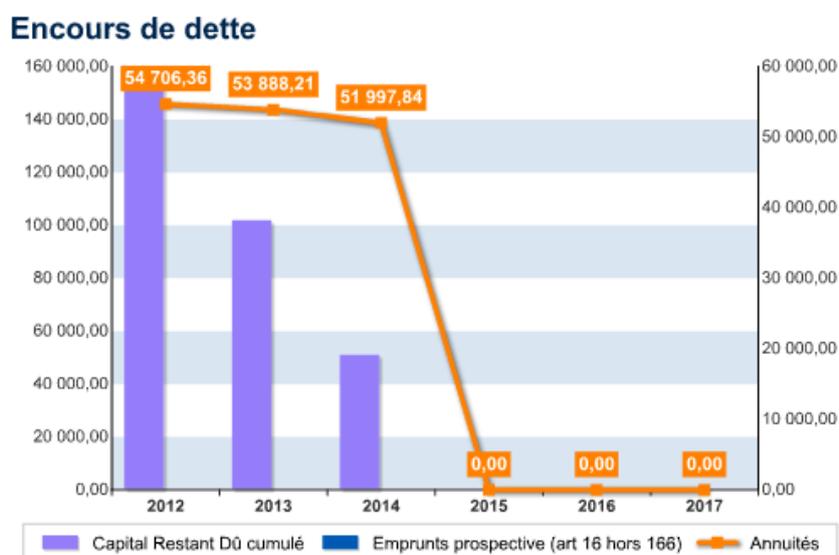
L'encours de la dette évoluerait de **152 449 € en 2012** à **0 € en 2017** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **54 706 € en 2012** à **0 € en 2017** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2012	152 449	-25,00 %	0
2013	101 633	-33,33 %	0
2014	50 816	-50,00 %	0
2015	0	-100,00 %	0
2016	0	-100,00 %	0
2017	0	-100,00 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette	-68,06 %	-100,00 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



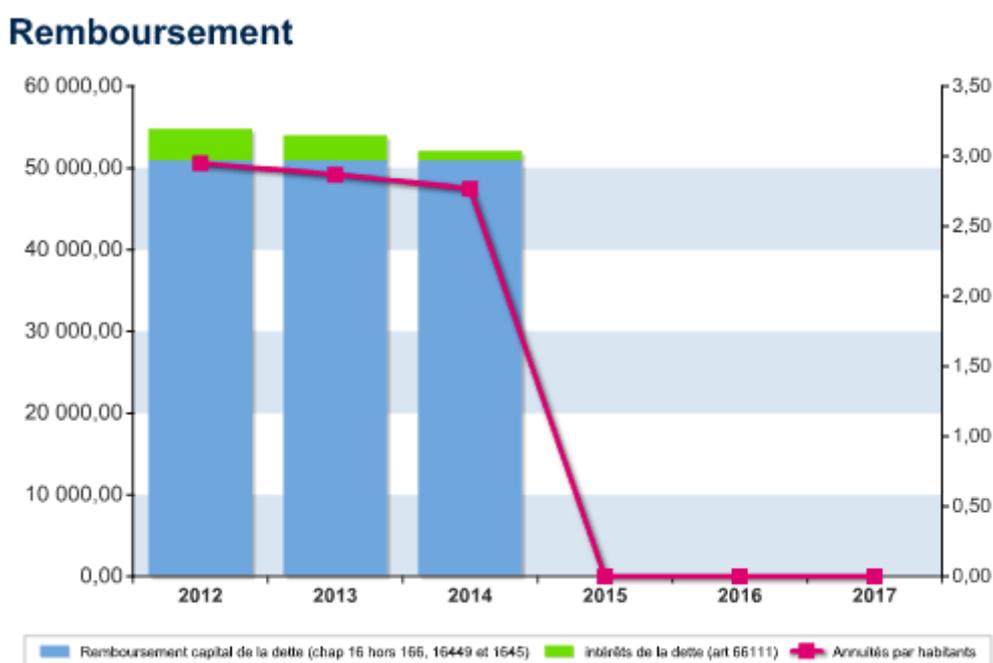
## 2.2 Annuité de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Annuités	54 706	53 888	51 998	0	0	0
Evolution n-1 (en %)	-4,33 %	-1,50 %	-3,51 %	-100,00 %	-100,00 %	-100,00 %
Capital en euro	50 816	50 816	50 816	0	0	0
Intérêts en euro	3 890	3 072	1 181	0	0	0

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



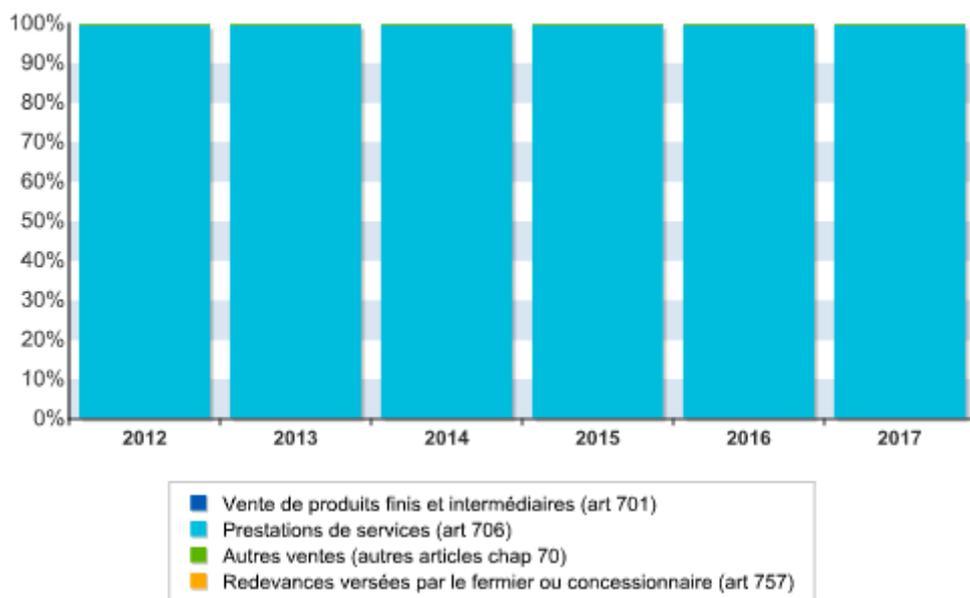
## 3. VENTES ET PRESTATIONS

	Vente de produits finis et intermédiaires (art 701)	Prestations de services (art 706)	Autres ventes (autres articles chap 70)	Redevances versées par le fermier ou concessionnaire (art 757)
2012	-	165 680	910	-
2013	-	168 000	1 000	-
2014	-	172 000	1 000	-
2015	-	175 000	1 000	-
2016	-	178 000	1 000	-
2017	-	181 000	1 000	-

Les chiffres indiqués tiennent compte d'une revalorisation des tarifs liés à l'inflation. L'augmentation plus importante entre 2014 et 2013 de 2,4% intègre la mise en place d'animations nouvelles à la piscine à partir de 2013 et dont l'effet en année pleine se fera sentir à partir de ce moment (journées à thème, aquabikes supplémentaires...)

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Ventes et prestations	1,96 %	9,25 %

## Ventes et prestations



## 4. LES DEPENSES

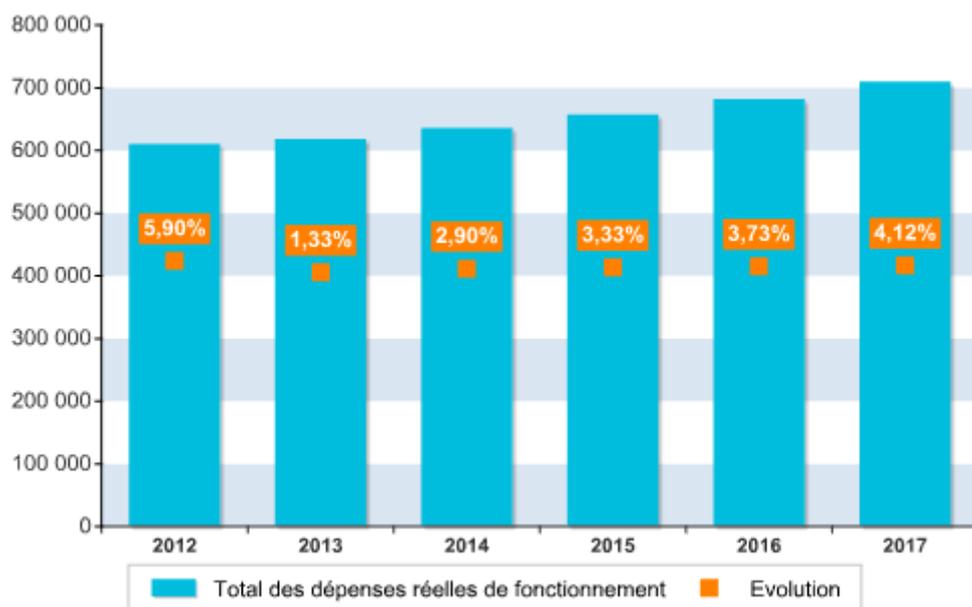
### 4.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	608 799	5,90 %	33
2013	616 913	1,33 %	33
2014	634 778	2,90 %	34
2015	655 905	3,33 %	35
2016	680 376	3,73 %	36
2017	708 421	4,12 %	38

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	3,55 %	16,36 %

## Dépenses de fonctionnement



## Les principales dépenses de fonctionnement

**Charges de personnel** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
382 690	391 841	403 597	415 705	428 176	441 021

L'hypothèse retenue est une augmentation des charges de personnel sur la période de prospective de 3%.

**Charges à caractère général** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
220 219	220 000	228 000	238 000	250 000	265 000

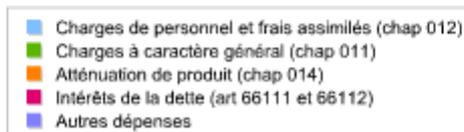
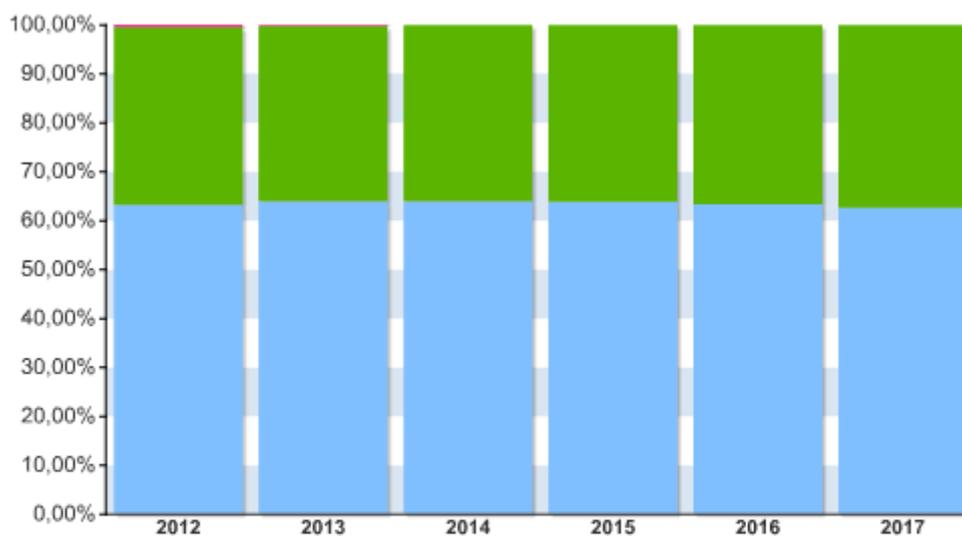
L'évolution attendue des charges est de 3,8 % par an. Elle intègre la hausse attendue du coût des fluides, mais aussi la hausse de certaines fournitures (produits d'entretien écologiques, chlore...) nécessaires au fonctionnement de l'établissement.

**Intérêts de la dette** : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE sont compris.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
3 890	3 072	1 181	0	0	0

Les charges financières liées à l'emprunt en cours s'éteignent à partir de 2015 et permettent une amélioration de l'épargne brute.

### Répartition des dépenses de fonctionnement

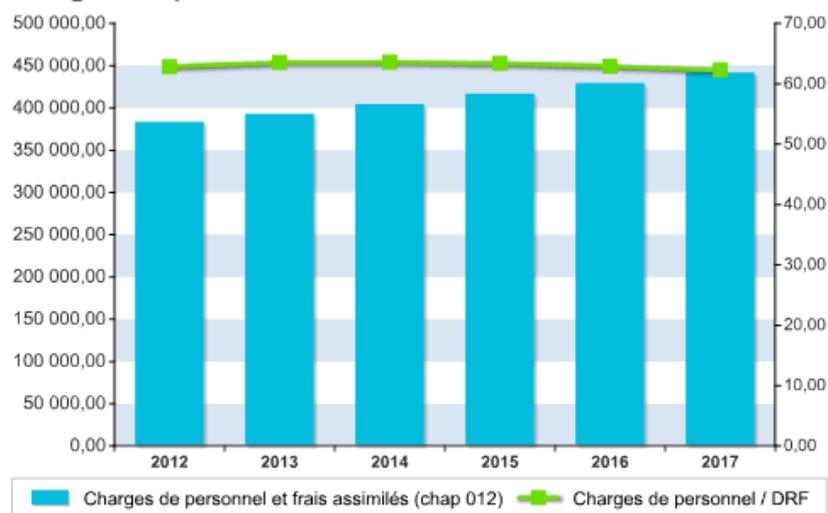


## Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2012	2013	2014	2015	2016	2017
62,86	63,52	63,58	63,38	62,93	62,25

### Charges de personnel

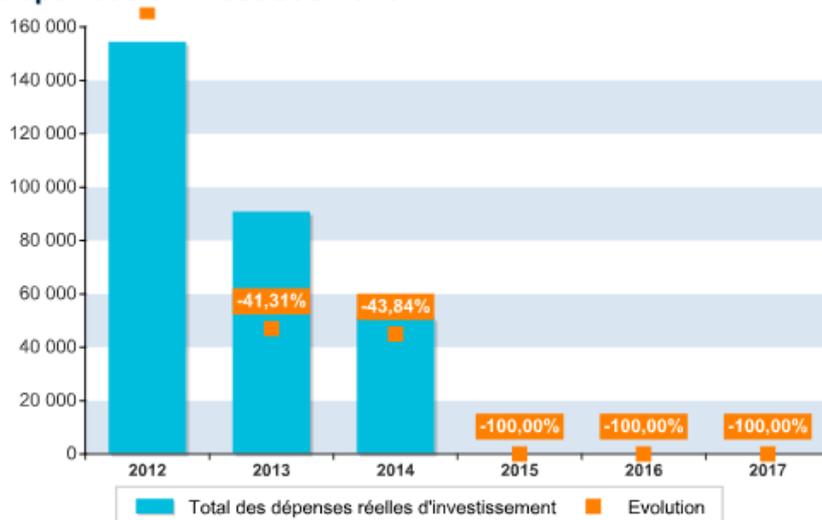


## 4.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	154 171	107,20 %	8
2013	90 486	-41,31 %	5
2014	50 816	-43,84 %	3
2015	0	-100,00 %	0
2016	0	-100,00 %	0
2017	0	-100,00 %	0

### Dépenses d'investissement

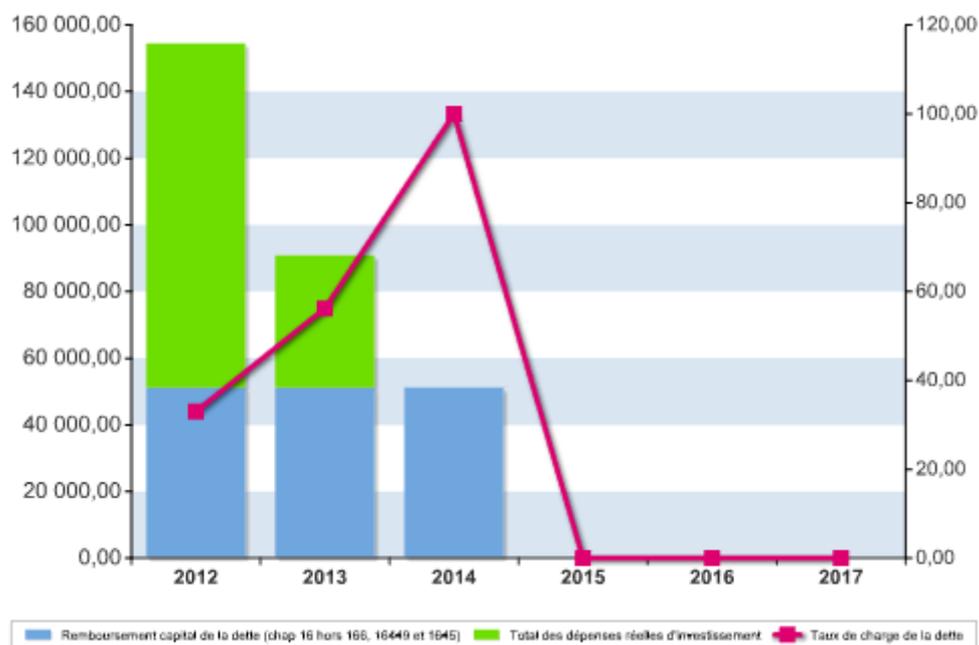


## Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Année	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2012	154 171	50 816	32,96 %
2013	90 486	50 816	56,16 %
2014	50 816	50 816	100,00 %
2015	0	0	0,00 %
2016	0	0	0,00 %
2017	0	0	0,00 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



## 5. LES RECETTES

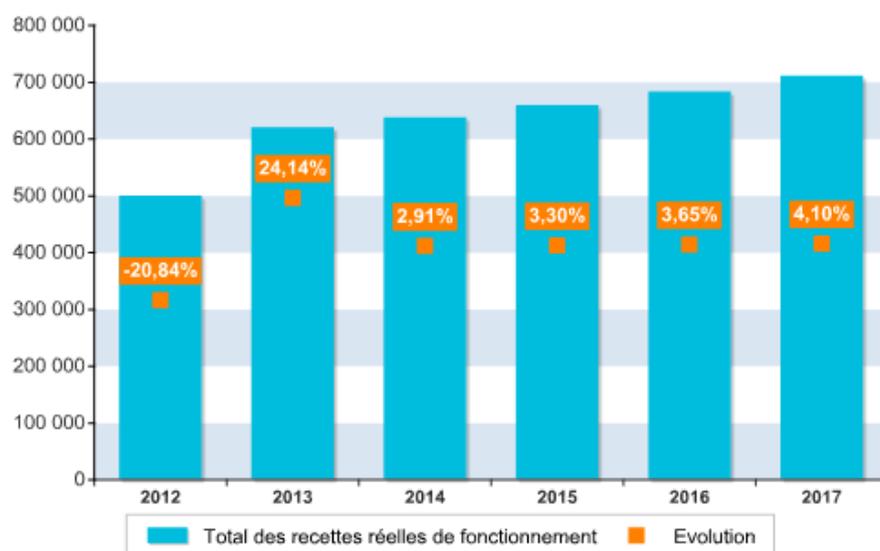
### 5.1 Les recettes de fonctionnement

#### Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	498 714	-20,84 %	27
2013	619 125	24,14 %	33
2014	637 125	2,91 %	34
2015	658 125	3,30 %	35
2016	682 125	3,65 %	36
2017	710 125	4,10 %	38

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	2,88 %	42,39 %

## Recettes de fonctionnement



### Les principales recettes de fonctionnement

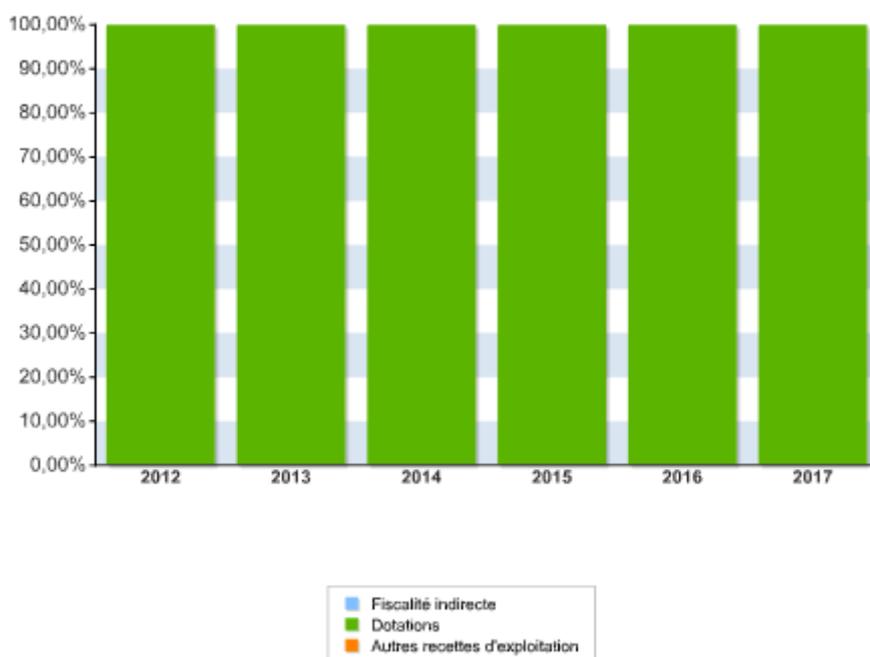
**Produits et revenus divers** : Comprend les recettes du chapitre 74 et les autres recettes du chapitre 75.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
332 125	450 125	464 125	482 125	503 125	528 125

**Autres recettes** : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, les reprises sur provisions (art 78), les transferts de charges (art.79) et les taxes du chapitre 73.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
166 589	169 000	173 000	176 000	179 000	182 000

### Répartition des recettes de fonctionnement



## 5.2 Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482%.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
2 753	16 001	6 142	0	0	0

## II. LES MEDIATHEQUES

### 1. LES GRANDES MASSES FINANCIERES

#### 1.1 Les masses budgétaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Recettes de fonctionnement</b>	173 026	411 317	419 317	427 477	435 800	444 290
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	159 241	395 230	402 433	409 771	417 247	424 880
<i>dont intérêts de la dette</i>	9 140	8 630	8 101	7 553	6 984	6 394
<b>Recettes d'investissement</b>	0	24 000	24 852	24 929	24 929	24 929
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses d'investissement</b>	13 785	19 795	20 824	21 372	21 941	22 531
<i>dont capital de la dette</i>	13 785	14 295	14 824	15 372	15 941	16 531
<i>dont P.P.I</i>	0	5 500	6 000	6 000	6 000	6 000

#### 1.2 Soldes financiers

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne de gestion	22 925	24 717	24 985	25 258	25 537	25 803
Epargne brute	13 785	16 087	16 884	17 706	18 553	19 410
Epargne nette	0	1 792	2 060	2 333	2 612	2 879

#### 1.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds de roulement en début d'exercice	8 994	8 994	29 286	50 198	71 460	93 001
Résultat de l'exercice	0	20 292	20 912	21 262	21 541	21 807
Fonds de roulement en fin d'exercice	8 994	29 286	50 198	71 460	93 001	114 809

#### 1.4 Endettement

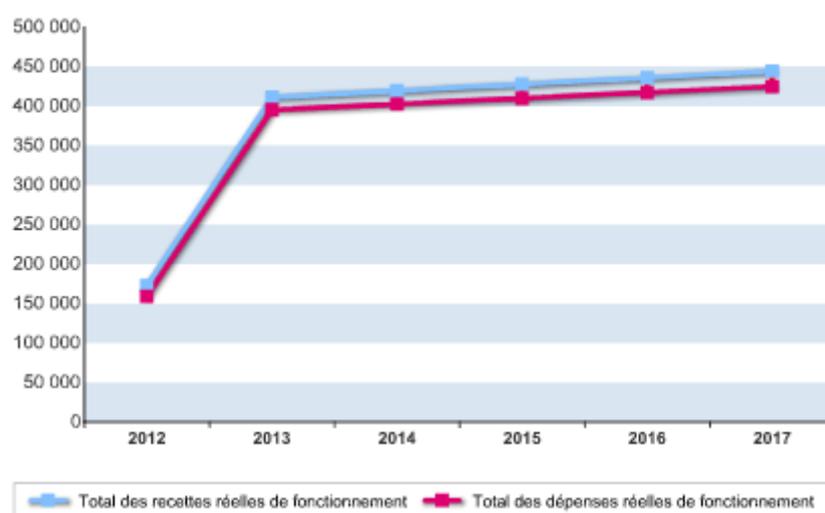
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours au 1er janvier	247 026	233 241	218 946	204 122	188 750	172 809
Ratio de désendettement	17,9	14,5	13,0	11,5	10,2	8,9
Emprunt	0	0	0	0	0	0

## 1.5 Effet de ciseau

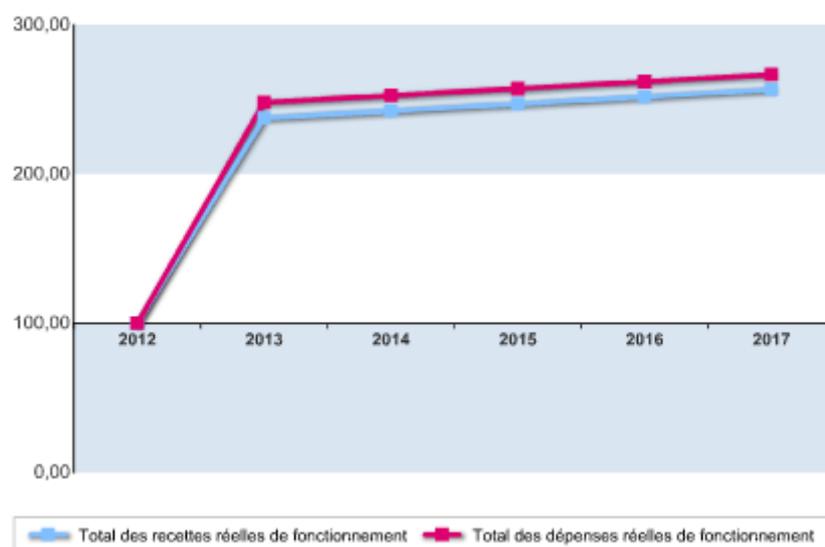
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	173 026	411 317	419 317	427 477	435 800	444 290
<i>Evolution n-1</i>	2,48 %	137,72 %	1,94 %	1,95 %	1,95 %	1,95 %
Dépenses de fonctionnement	159 241	395 230	402 433	409 771	417 247	424 880
<i>Evolution n-1</i>	5,18 %	148,20 %	1,82 %	1,82 %	1,82 %	1,83 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

### Effet de ciseau



Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes en base 100.



## 2. LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

### 2.1 Encours de dette et emprunts nouveaux

L'encours de la dette évoluerait de **247 026 € en 2012** à **172 809 € en 2017** (échelle de gauche du graphique).

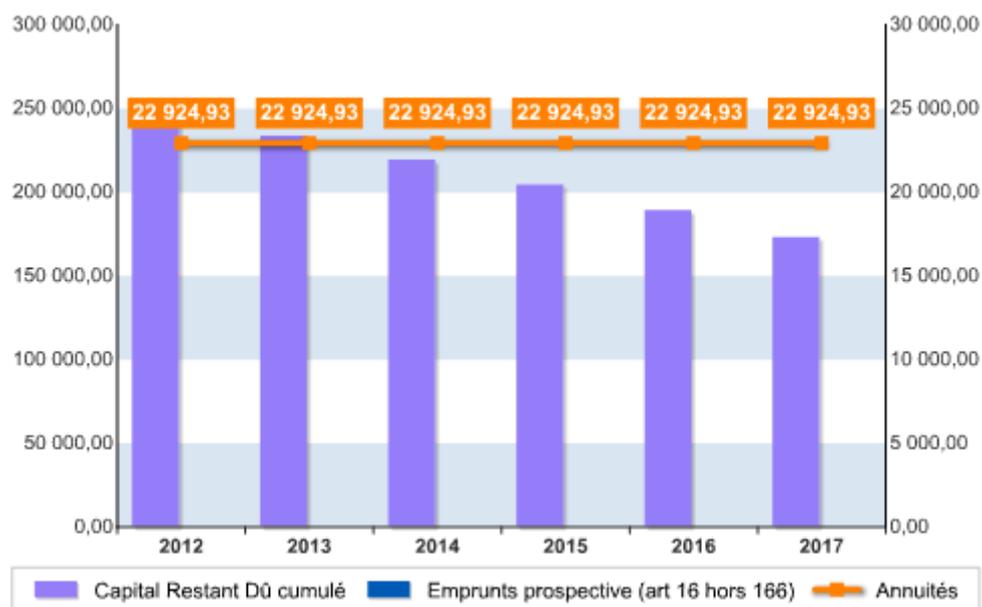
De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **22 925 € en 2012** à **22 925 € en 2017** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2012	247 026	-5,11 %	0
2013	233 241	-5,58 %	0
2014	218 946	-6,13 %	0
2015	204 122	-6,77 %	0
2016	188 750	-7,53 %	0
2017	172 809	-8,45 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette	-6,59 %	-30,04 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.

### Encours de dette



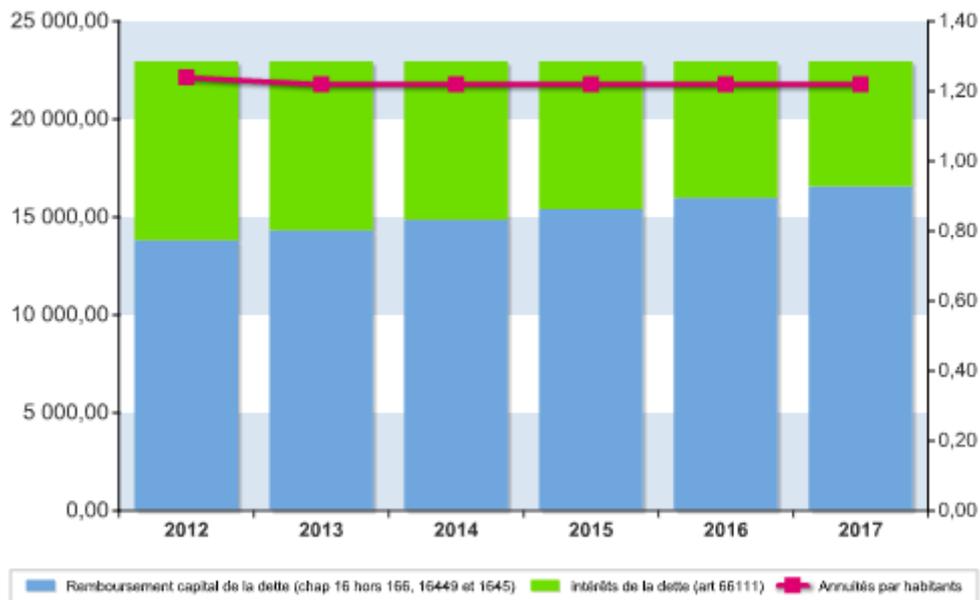
## 2.2 Annuité de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Annuités	22 925	22 925	22 925	22 925	22 925	22 925
Evolution n-1 (en %)	-0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Capital en euro	13 785	14 295	14 824	15 372	15 941	16 531
Intérêts en euro	9 140	8 630	8 101	7 553	6 984	6 394

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

## Remboursement

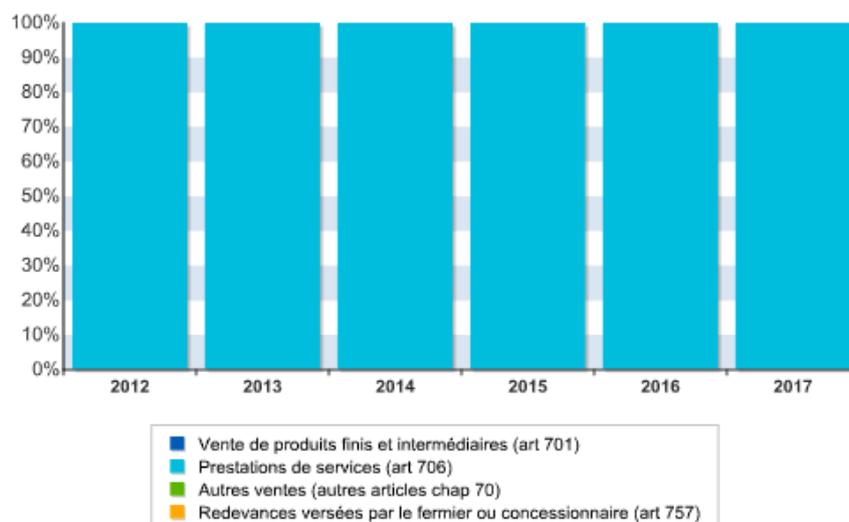


### 3. VENTES ET PRESTATIONS

	Vente de produits finis et intermédiaires (art 701)	Prestations de services (art 706)	Autres ventes (autres articles chap 70)	Redevances versées par le fermier ou concessionnaire (art 757)
2012	-	4 620	0	-
2013	-	10 000	0	-
2014	-	10 000	0	-
2015	-	10 000	0	-
2016	-	10 000	0	-
2017	-	10 000	0	-

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Ventes et prestations	16,93 %	116,45 %

## Ventes et prestations



## 4. LES DEPENSES

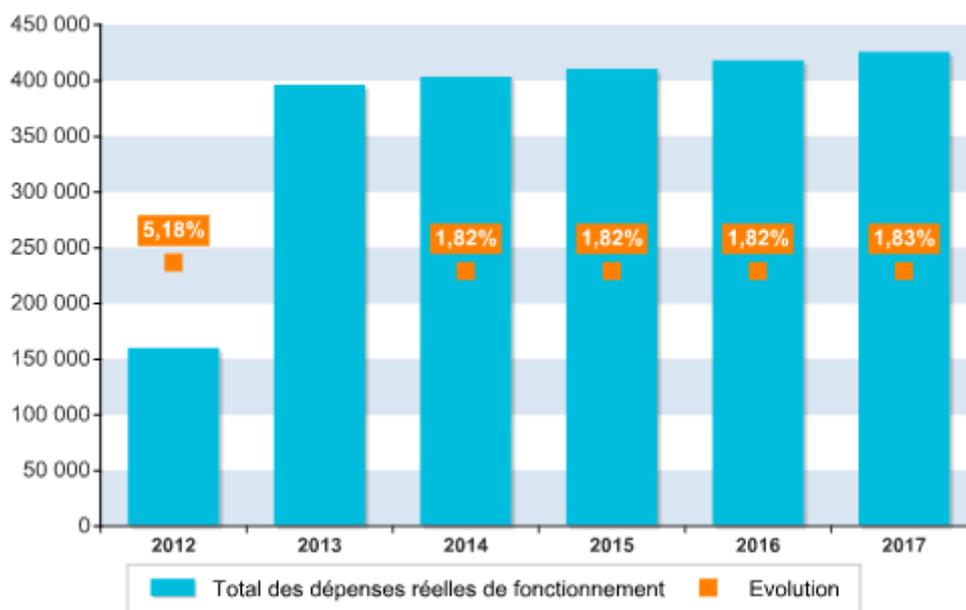
### 4.1 Les dépenses de fonctionnement

#### Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	159 241	5,18 %	9
2013	395 230	148,20 %	21
2014	402 433	1,82 %	21
2015	409 771	1,82 %	22
2016	417 247	1,82 %	22
2017	424 880	1,83 %	23

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	26,78 %	166,82 %

#### Dépenses de fonctionnement



#### Les principales dépenses de fonctionnement

**Charges de personnel :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
94 189	200 000	204 000	208 080	212 242	216 486

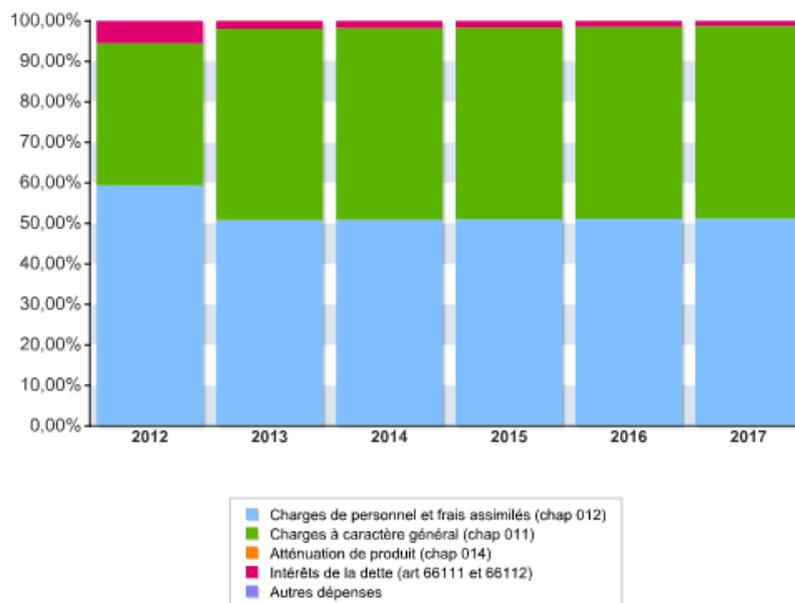
**Charges à caractère général :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
55 912	186 600	190 332	194 139	198 021	202 000

**Intérêts de la dette** : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE sont compris.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
9 140	8 630	8 101	7 553	6 984	6 394

### Répartition des dépenses de fonctionnement



### Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation, ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
94 189	200 000	204 000	208 080	212 242	216 486

**Ratio** : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2012	2013	2014	2015	2016	2017
59,15	50,60	50,69	50,78	50,87	50,95

### Charges de personnel

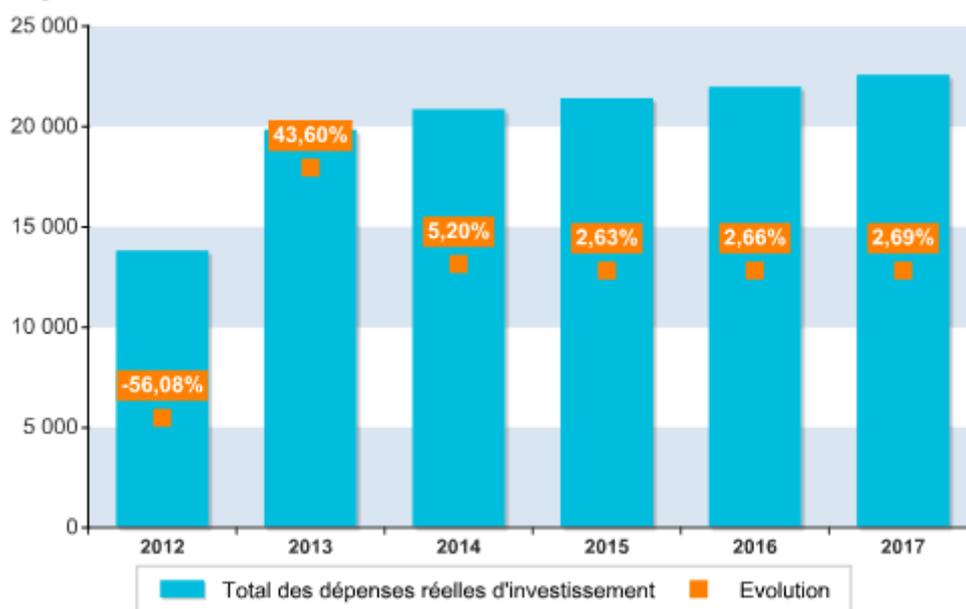


## 4.2 Les dépenses d'investissement

### Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	13 785	-56,08 %	1
2013	19 795	43,60 %	1
2014	20 824	5,20 %	1
2015	21 372	2,63 %	1
2016	21 941	2,66 %	1
2017	22 531	2,69 %	1

### Dépenses d'investissement



## 5. LES RECETTES

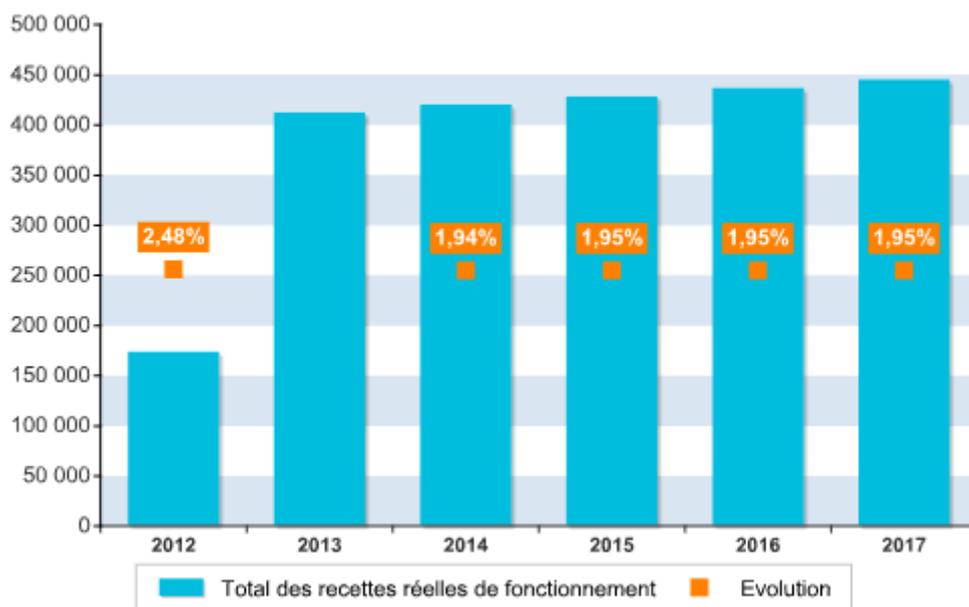
### 5.1 Les recettes de fonctionnement

#### Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	173 026	2,48 %	9
2013	411 317	137,72 %	22
2014	419 317	1,94 %	22
2015	427 477	1,95 %	23
2016	435 800	1,95 %	23
2017	444 290	1,95 %	24

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	24,66 %	156,78 %

## Recettes de fonctionnement



### Les principales recettes de fonctionnement

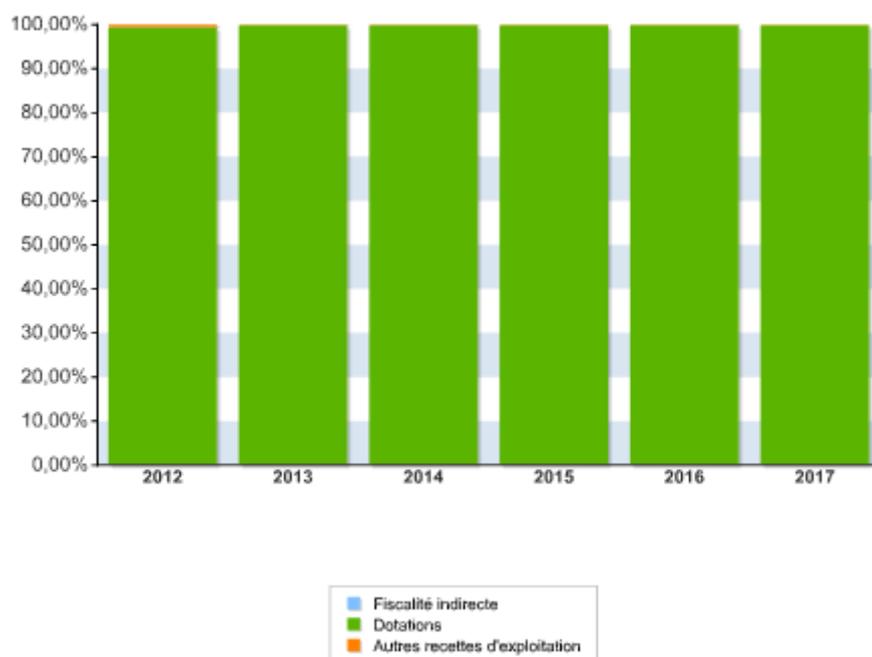
**Produits et revenus divers** : Comprend les recettes du chapitre 74 et les autres recettes du chapitre 75.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
167 089	400 000	408 000	416 160	424 483	432 973

**Autres recettes** : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, les reprises sur provisions (art 78), les transferts de charges (art.79) et les taxes du chapitre 73.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
5 937	11 317	11 317	11 317	11 317	11 317

### Répartition des recettes de fonctionnement

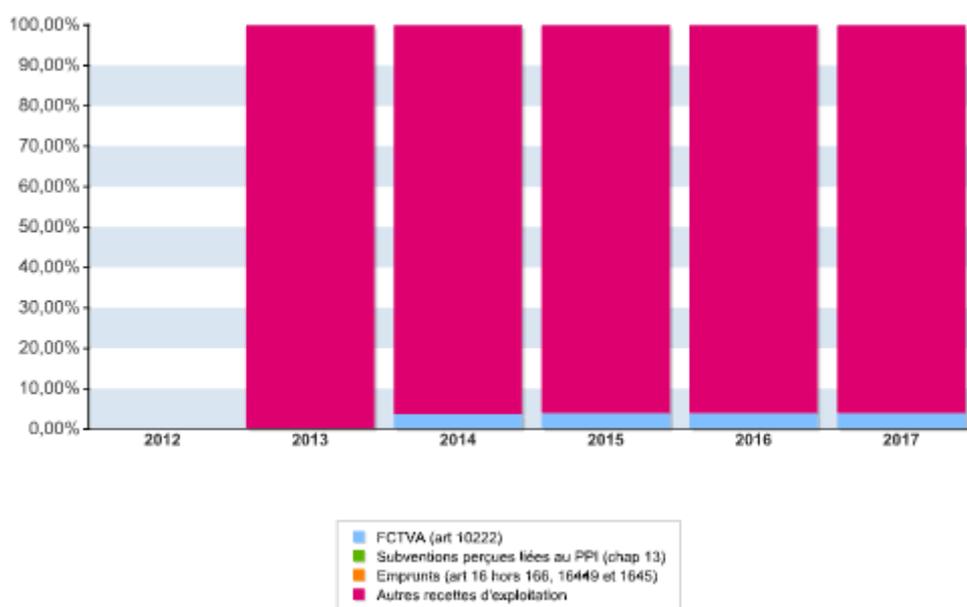


## 5.2 Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482%.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
0	0	852	929	929	929

### Répartition des recettes d'investissement



## III. L'ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE

### 1. LES GRANDES MASSES FINANCIERES

#### 1.1 Les masses budgétaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Recettes de fonctionnement</b>	202 203	212 606	215 106	215 606	216 106	216 606
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	198 586	211 000	213 500	214 000	214 500	215 000
<i>dont intérêts de la dette</i>	0	0	0	0	0	0
<b>Recettes d'investissement</b>	82	483	542	542	542	542
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses d'investissement</b>	3 122	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
<i>dont capital de la dette</i>	0	0	0	0	0	0
<i>dont P.P.I</i>	3 122	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500

#### 1.2 Soldes financiers

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne de gestion	3 617	1 606	1 606	1 606	1 606	1 606
Epargne brute	3 617	1 606	1 606	1 606	1 606	1 606
Epargne nette	3 617	1 606	1 606	1 606	1 606	1 606

### 1.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds de roulement en début d'exercice	2	579	-832	-2 185	-3 537	-4 890
Résultat de l'exercice	577	-1 411	-1 353	-1 353	-1 353	-1 353
Fonds de roulement en fin d'exercice	579	-832	-2 185	-3 537	-4 890	-6 243

### 1.4 Endettement

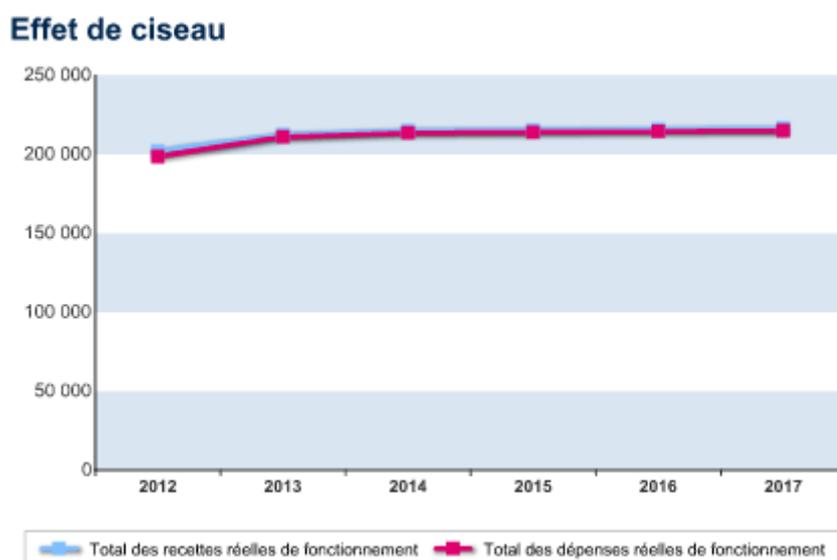
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours au 1er janvier	0	0	0	0	0	0
Ratio de désendettement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunt	0	0	0	0	0	0

### 1.5 Effet ciseau

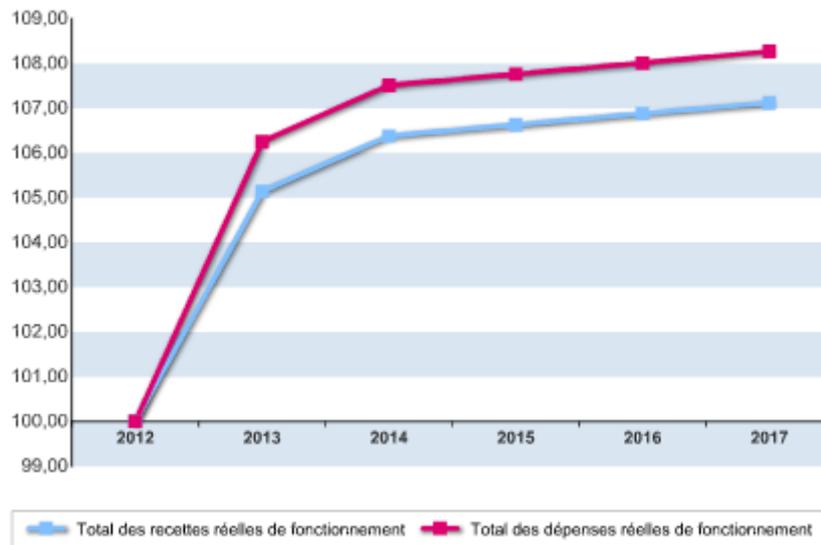
**Effet de ciseau :** Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	202 203	212 606	215 106	215 606	216 106	216 606
<i>Evolution n-1</i>	77,23 %	5,14 %	1,18 %	0,23 %	0,23 %	0,23 %
Dépenses de fonctionnement	198 586	211 000	213 500	214 000	214 500	215 000
<i>Evolution n-1</i>	74,06 %	6,25 %	1,18 %	0,23 %	0,23 %	0,23 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes en base 100.

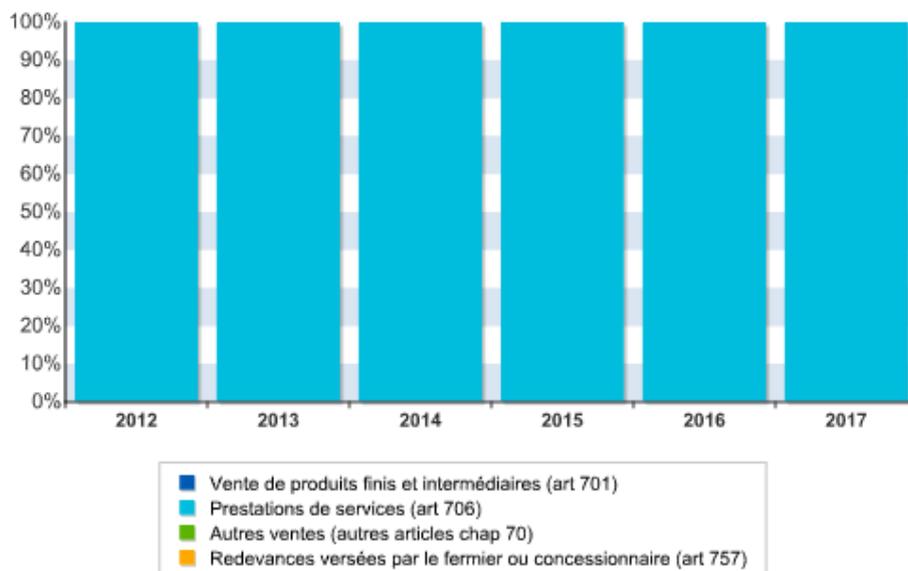


## 2. VENTES ET PRESTATIONS

	Vente de produits finis et intermédiaires (art 701)	Prestations de services (art 706)	Autres ventes (autres articles chap 70)	Redevances versées par le fermier ou concessionnaire (art 757)
2012	0	53 598	0	0
2013	0	78 000	0	0
2014	0	78 000	0	0
2015	0	78 000	0	0
2016	0	82 000	0	0
2017	0	82 000	0	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Ventes et prestations	9,08 %	52,99 %

### Ventes et prestations



### 3. LES DEPENSES

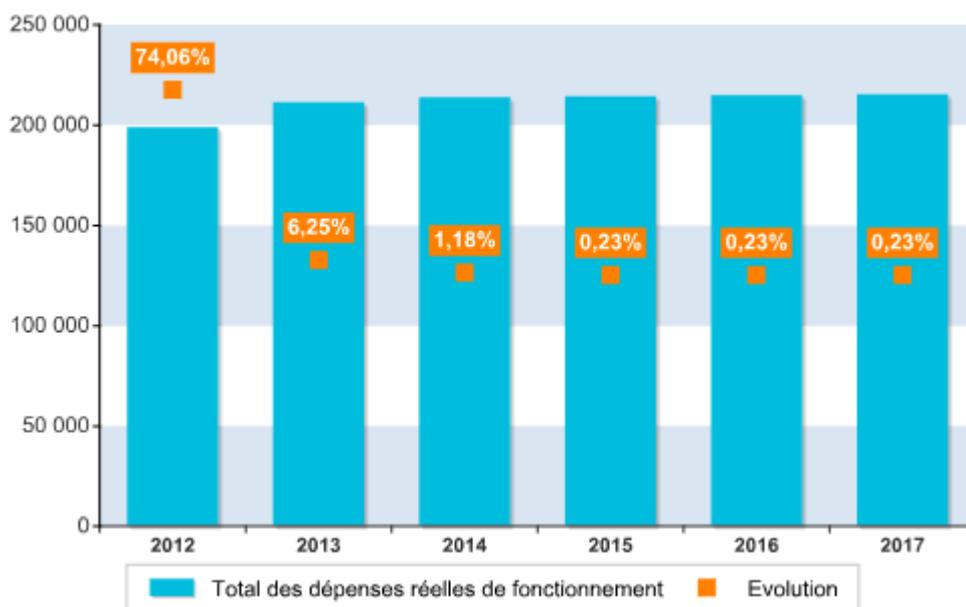
#### 3.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	198 586	74,06 %	11
2013	211 000	6,25 %	11
2014	213 500	1,18 %	11
2015	214 000	0,23 %	11
2016	214 500	0,23 %	11
2017	215 000	0,23 %	11

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	13,70 %	8,27 %

#### Dépenses de fonctionnement



#### Les principales dépenses de fonctionnement

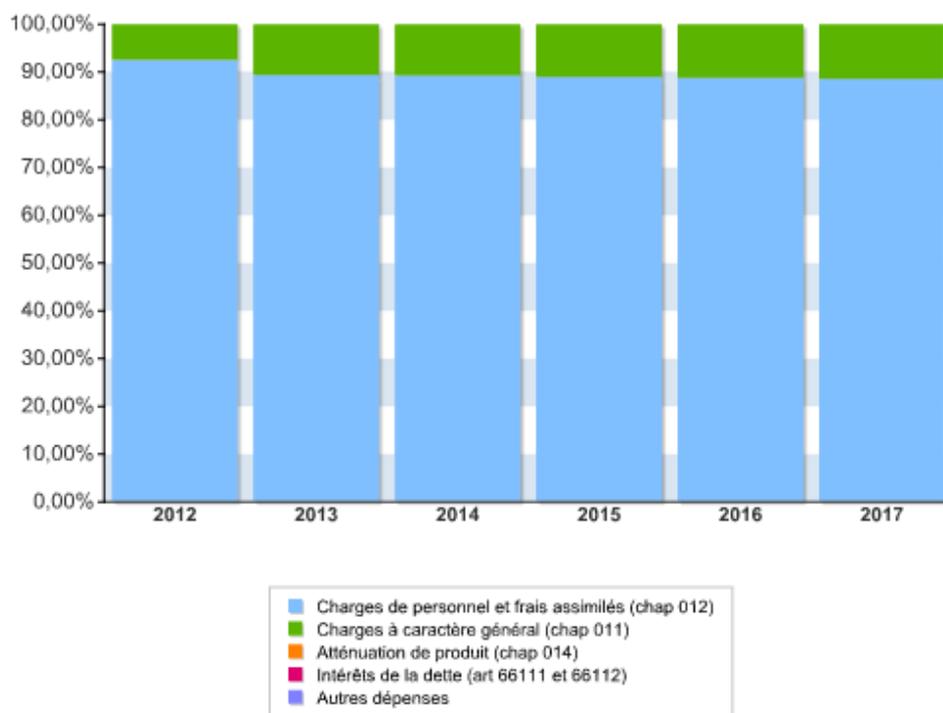
**Charges de personnel :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
183 243	188 000	190 000	190 000	190 000	190 000

**Charges à caractère général :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
15 343	23 000	23 500	24 000	24 500	25 000

## Répartition des dépenses de fonctionnement

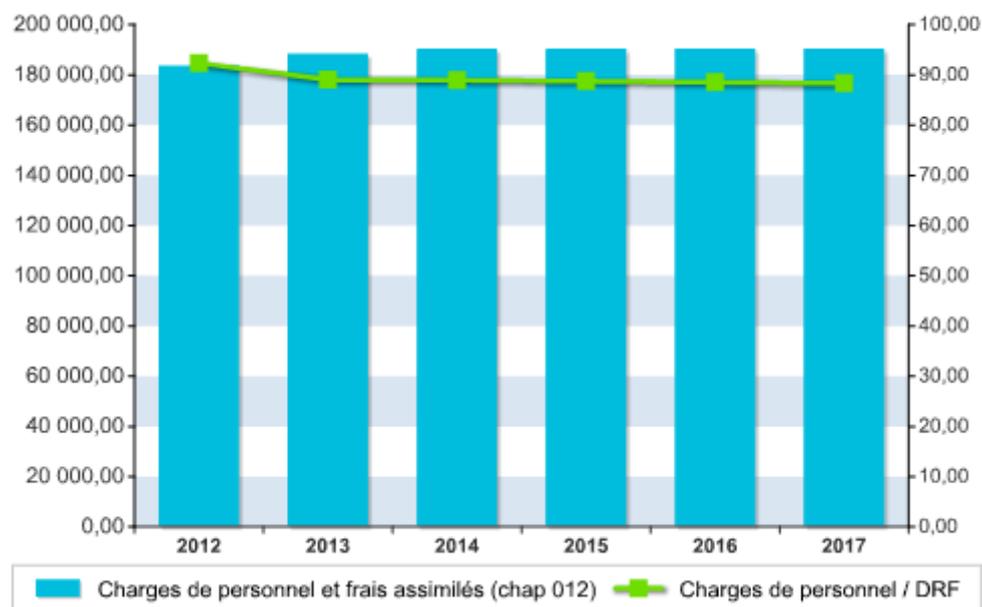


### Indicateur d'évolution de la ressource humaine

**Ratio** : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2012	2013	2014	2015	2016	2017
92,30	89,09	88,99	88,78	88,57	88,37

## Charges de personnel

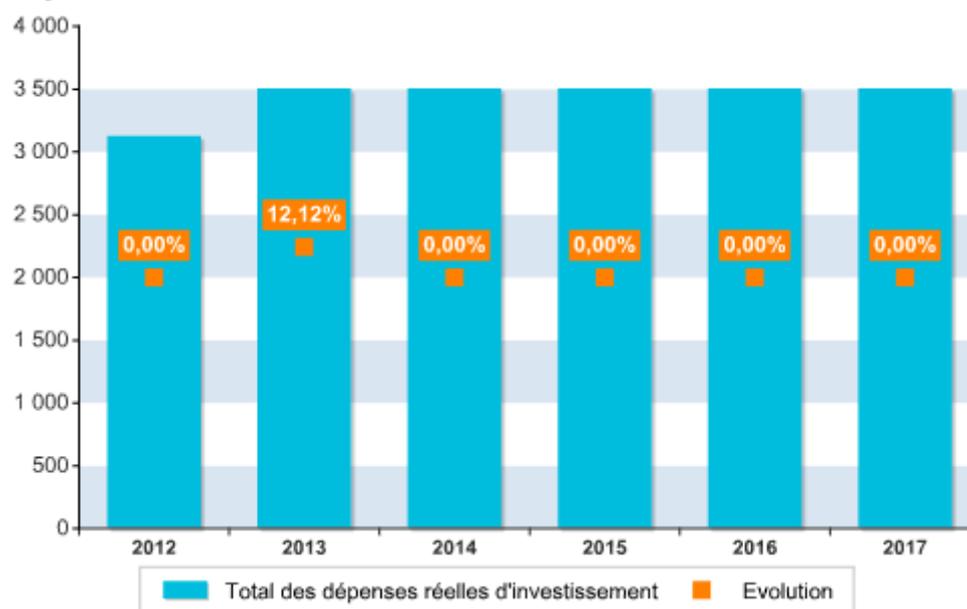


### 3.2 Les dépenses d'investissement

#### Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	3 122	0,00 %	0
2013	3 500	12,12 %	0
2014	3 500	0,00 %	0
2015	3 500	0,00 %	0
2016	3 500	0,00 %	0
2017	3 500	0,00 %	0

#### Dépenses d'investissement



## 4. LES RECETTES

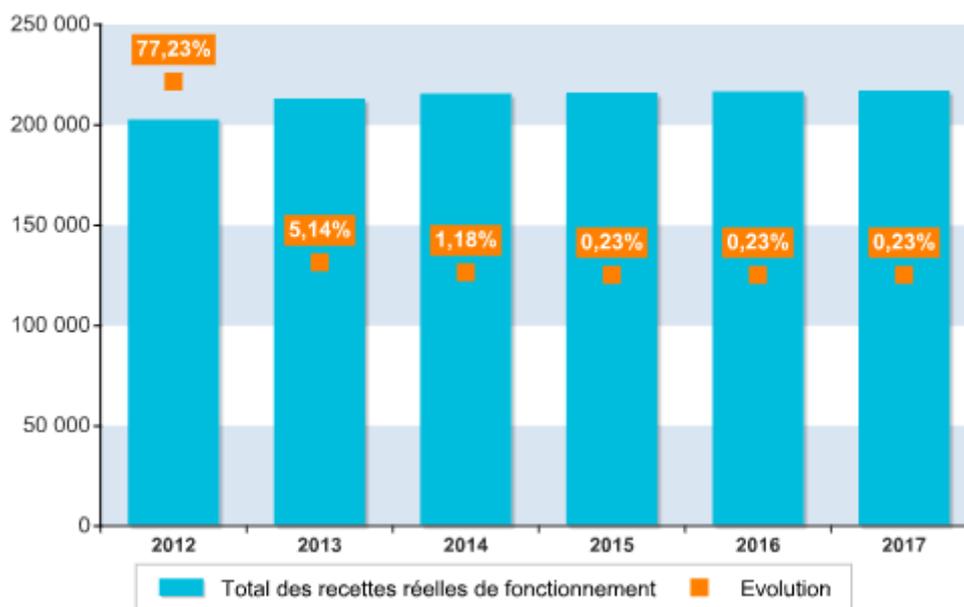
### 4.1 Les recettes de fonctionnement

#### Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	202 203	77,23 %	11
2013	212 606	5,14 %	11
2014	215 106	1,18 %	11
2015	215 606	0,23 %	11
2016	216 106	0,23 %	11
2017	216 606	0,23 %	12

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	14,04 %	7,12 %

## Recettes de fonctionnement



### Les principales recettes de fonctionnement

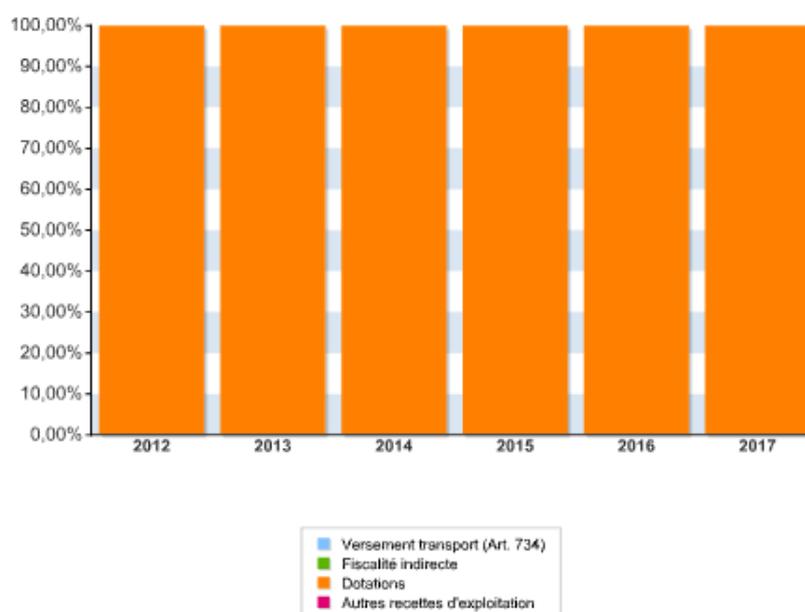
**Produits et revenus divers** : Comprend les recettes du chapitre 74 et les autres recettes du chapitre 75.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
147 000	133 000	135 500	136 000	132 500	133 000

**Autres recettes** : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, les reprises sur provisions (art 78), les transferts de charges (art.79) et les taxes du chapitre 73.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
55 203	79 606	79 606	79 606	83 606	83 606

### Répartition des recettes de fonctionnement



## 4.2 Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15.482%.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
82	483	542	542	542	542

### Répartition des recettes d'investissement

